

---

Deuxième session, trente et unième Législature

---

---

Second Session, Thirty-First Legislature

---

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

*(Réimpression)*

*(Reprint)*

**Projet de loi n° 2**

**Bill No. 2**

Loi régissant le financement des partis politiques et modifiant la Loi électorale

An Act to govern the financing of political parties and to amend the Election Act

---

Première lecture

---

---

First reading

---



M. BURNS

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC  
CHARLES-HENRI DUBÉ  
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1977

## Projet de loi n° 2

Loi régissant le financement des partis politiques et modifiant la Loi électorale

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

### CHAPITRE I

#### DES CONTRIBUTIONS ET DES DÉBOURSÉS

##### SECTION 1

###### INTERPRÉTATION

**1.** Dans le présent chapitre, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

a) «agent officiel»: la personne agissant comme agent officiel suivant le chapitre II;

b) «association de comté» ou «association»: une association de personnes appuyant un parti politique autorisé dans un district électoral;

c) «association autorisée», «parti autorisé» et «candidat autorisé»: une association, un parti ou un candidat qui détient une autorisation du directeur général;

d) «candidat indépendant»: la personne qui, à compter du jour de l'émis-

## Bill No. 2

An Act to govern the financing of political parties and to amend the Election Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

### CHAPTER I

#### CONTRIBUTIONS AND EXPENDITURES

##### DIVISION I

###### INTERPRETATION

**1.** In this chapter, unless otherwise required by the context,

(a) “official agent” means the person acting as official agent in accordance with Chapter II;

(b) “district association” or “association” means an association of persons supporting an authorized political party in an electoral district;

(c) “authorized association”, “authorized party” and “authorized candidate” mean an association, a party or a candidate authorized by the director general;

(d) “independent candidate” means the person who, from the day of the

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet vise essentiellement:*

a) à assurer le contrôle du financement des partis politiques, des associations de comté et des candidats indépendants par la divulgation des sources de leurs revenus et du total de leurs déboursés;

b) à permettre aux seuls électeurs de contribuer au financement des partis politiques;

c) à encourager les contributions modestes et diversifiées;

d) à susciter la collaboration des divers partis politiques à la mise en oeuvre de la loi;

e) à permettre au public d'avoir accès à toute information pertinente au financement des partis politiques;

f) à soumettre à une même autorité le contrôle des dépenses faites par les partis politiques tant à l'intérieur qu'en dehors des périodes électorales.

À ces fins, le projet prévoit que, sur proposition du premier ministre, l'Assemblée nationale, par résolution approuvée par les deux tiers de ses membres, nomme et fixe le traitement d'un directeur général du financement des partis politiques. Ce directeur a une double fonction: veiller à l'application de la loi et fournir au public toute information pertinente à la loi. Il est assisté d'un conseil consultatif dont il est le président et qui comprend deux re-

## EXPLANATORY NOTES

*The principal objects of this bill are the following:*

(a) to ensure control of the financing of political parties, district associations and independent candidates by requiring them to disclose the sources of their income, as well as their total expenditures;

(b) to allow electors alone to contribute to the financing of political parties;

(c) to encourage small contributions at the grass roots;

(d) to obtain the cooperation of the various political parties in implementing the act;

(e) to enable the public to examine all information pertaining to the financing of political parties;

(f) to place the control of all expenditures by political parties, whether at election time or between elections, under a single authority.

In view of these objects, the bill proposes that, on a motion of the Prime Minister, the National Assembly appoint a director general of financing of political parties, and fix his salary, by a resolution approved by a two-thirds majority of its members. This director's function will be two-fold: to see to the application of the act, and to keep the public informed on all matters pertaining to the act. He will be assisted by an advisory committee, of which he will be

sion des brefs pour des élections générales, déclare au directeur général son intention de se porter candidat indépendant dans une circonscription électorale lors de ces élections, ou qui, à compter du jour de l'émission d'un bref pour une élection dans une circonscription électorale, déclare au directeur général son intention de se porter candidat indépendant à cette élection;

e) «candidat officiel»: ce qu'entend par cette expression la Loi électorale (Statuts refondus, 1964, chapitre 7);

f) «contribution»: les dons d'argent à un parti politique, à une association de comté ou à un candidat indépendant, les services qui leur sont rendus et les biens qui leur sont fournis, à titre gratuit, à des fins politiques;

g) «déboursé»: toute dépense faite à des fins politiques par un parti politique, une association ou un candidat;

h) «directeur général»: le directeur général du financement des partis politiques nommé en vertu de l'article 4;

i) «électeur»: ce qu'entend par cette expression la Loi électorale.

**2.** Ne sont pas considérés comme contributions:

a) le travail bénévole et les biens qu'il produit;

b) les dons anonymes recueillis au cours d'une réunion ou manifestation tenue à des fins politiques;

c) les sommes versées à un parti politique en vertu d'une loi et les remboursements prévus au chapitre II de la présente loi;

d) un prêt consenti à des fins politiques au taux d'intérêt courant du marché au moment où il est consenti.

Rien, dans la présente loi, ne limite ou n'empêche les transferts de fonds entre les diverses instances d'un parti politique autorisé ou entre le parti, une de

issue of the writs for a general election, declares to the director general his intention to be an independent candidate in an electoral district at that election or who, from the day a writ is issued for an election in an electoral district, declares to the director general his intention to be an independent candidate at that election;

(e) "official candidate" has the same meaning as in the Election Act (Revised Statutes, 1964, chapter 7);

(f) "contribution" means money donated to a political party, a district association or an independent candidate, or services rendered or goods furnished to them free of charge, for political purposes;

(g) "expenditure" means any expense made for political purposes by a political party, an association or a candidate;

(h) "director general" means the director general of financing of political parties appointed under section 4;

(i) "elector" has the same meaning as in the Election Act.

**2.** The following are not considered contributions:

(a) volunteer work and the goods produced by it;

(b) anonymous donations collected at a meeting or demonstration held for political purposes;

(c) amounts paid to a political party under any act, and reimbursements provided for in Chapter II of this act;

(d) a loan granted for political purposes at the current rate of interest in the market at the time it is granted.

Nothing in this act shall limit or prohibit transfers of funds between the various authorities of an authorized political party or between the party,

présentants, dont un député, de tous les partis politiques représentés à l'Assemblée nationale.

*Le projet prévoit que seul un électeur peut verser des contributions à un parti politique, à une association de comté ou à un candidat indépendant, à condition que ces partis, associations et candidats soient autorisés, suivant une procédure prévue au projet, à recevoir des contributions et à effectuer des déboursés.*

*Les contributions sont limitées annuellement à \$3,000 par électeur pour l'ensemble des partis, associations ou candidats indépendants autorisés.*

*Sont considérées comme contributions les dons d'argent, de biens et de services à un parti politique, à une association de comté et à un candidat indépendant, à des fins politiques, sauf:*

- a) le travail bénévole et les biens qu'il produit;*
- b) les dons anonymes recueillis au cours de réunions ou manifestations tenues à des fins politiques;*
- c) les sommes versées à un parti politique en vertu d'une loi et les remboursements de dépenses électorales;*
- d) un prêt consenti à des fins politiques au taux d'intérêt courant du marché au moment où il est consenti.*

*Les partis, associations et candidats indépendants autorisés doivent présenter au directeur général, aux époques que prévoit le projet, des rapports détaillés sur les contributions recueillies ainsi que sur le total des déboursés qu'ils ont effectués. Le rapport sur les contributions doit indiquer:*

- a) les établissements financiers où sont déposées les contributions et les numéros de comptes utilisés;*

*the chairman. The committee will also include two representatives of each political party represented in the National Assembly, at least one of whom must be a member of the National Assembly.*

*The bill proposes that only an elector be allowed to contribute to a political party, district association or independent candidate, and then only if that party, association or candidate is authorized, in accordance with the procedure proposed in the bill, to receive contributions or incur expenditures.*

*Contributions will be limited to \$3,000 annually per elector, for all his contributions to authorized parties, associations or independent candidates.*

*Money, goods and services donated to a political party, an association or an independent candidate, for political purposes, will be considered contributions, except the following:*

- (a) volunteer work and the goods produced by it;*
- (b) anonymous donations collected at political meetings or rallies;*
- (c) amounts paid to a political party under any act, and reimbursements of election expenses;*

- (d) a loan granted for political purposes at the current rate of interest in the market at the time it is granted;*

*The authorized parties, associations and candidates will be required to make detailed returns to the director general at the times indicated in the bill, regarding the contributions they have collected and their total expenditures. The return regarding contributions must indicate:*

- (a) the financial institutions where the contributions are deposited and the account numbers used;*

ses instances et l'agent officiel d'un candidat officiel.

party authorities and the official agent of an official candidate.

## SECTION II

## DIVISION II

### APPLICATION

### APPLICATION

**3.** Les seuls partis politiques, associations et candidats qui peuvent solliciter ou recueillir des contributions ou effectuer des déboursés sont ceux et celles qui détiennent une autorisation en vertu du présent chapitre.

**3.** No political party, association or candidate may solicit or collect contributions or make expenditures except with an authorization under this chapter.

## SECTION III

## DIVISION III

### LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DU FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES

### THE DIRECTOR GENERAL OF FINANCING OF POLITICAL PARTIES

#### § 1.—*Nomination*

#### § 1.—*Appointment*

**4.** Sur proposition du Premier ministre, l'Assemblée nationale nomme, par résolution approuvée par les deux tiers de ses membres, un directeur général du financement des partis politiques et fixe son traitement.

La durée du mandat du directeur général est de cinq ans.

**4.** On a motion of the Prime Minister, the National Assembly shall appoint a director general of financing of political parties, and fix his salary, by a resolution approved by a two-thirds majority of its members.

The term of office of the director general is five years.

**5.** Nonobstant l'expiration de son mandat, le directeur général demeure en fonction jusqu'à ce qu'il ait été nommé de nouveau ou remplacé.

**5.** Notwithstanding the expiry of his term, the director general shall remain in office until he is reappointed or replaced.

**6.** Le directeur général peut démissionner à tout moment au moyen d'un avis écrit donné au président de l'Assemblée nationale; il ne peut être destitué que par une résolution de l'Assemblée nationale approuvée par les deux tiers de ses membres.

**6.** The director general may resign at any time by giving notice in writing to the President of the National Assembly; he shall not be dismissed except by a resolution of the National Assembly approved by a two-thirds majority of its members.

**7.** Le directeur général doit, avant de commencer à exercer ses fonctions, prêter devant le président de l'Assemblée nationale, les serments ou affirmations solennelles prévus à l'annexe A.

**7.** Before taking office, the director general must make, before the President of the National Assembly, the oaths or solemn affirmations provided in Schedule A.

b) le total des dons anonymes recueillies au cours de réunions ou manifestations tenues à des fins politiques;

c) le total des contributions inférieures à \$100;

d) le total des contributions de \$100 et plus;

e) le nom et l'adresse complète de chaque électeur qui a versé une contribution de \$100 et plus;

f) le nom et l'adresse complète des électeurs ayant pu se porter cautions pour un parti, une association ou un candidat autorisé et le montant pour lequel ils l'ont fait;

g) le montant des sommes transférées à ou par une instance du parti ou à l'agent officiel d'un candidat du parti;

h) les sommes empruntées à des fins politiques et le taux d'intérêt exigé.

Le projet de loi prévoit qu'un électeur peut déduire de son impôt autrement payable, à l'égard d'une contribution faite au représentant officiel des partis, associations ou candidats, le moindre des montants suivants:

a) 25% de la contribution, ou

b) \$100.

La section XXI de la Loi électorale traitant des dépenses électorales et de leur remboursement est intégrée au projet.

La section XXI A de la Loi électorale concernant le financement public des partis politiques est également intégrée au projet; toutefois, la somme consacrée par l'Etat au financement des partis politiques passe de \$400,000 à une somme égale au produit obtenu en multipliant le montant de \$0.25 par le nombre d'électeurs et la répartition se fait entre tous les partis politiques autorisés représentés à l'Assemblée nationale.

(b) the total sum of anonymous donations collected at political meetings or rallies;

(c) the total sum of contributions of less than one hundred dollars;

(d) the total sum of contributions of one hundred dollars or more;

(e) the name and full address of each elector who has paid a contribution of one hundred dollars or more;

(f) the name and full address of each elector who may have become surety for an authorized party, association or candidate and the amount for which he did so;

(g) the total sum of the amounts transferred to or by authorities of the party or to the official agent of a candidate of the party;

(h) the amounts borrowed for political purposes and the rates of interest charged.

The bill proposes that an elector be authorized to deduct, from his income tax otherwise payable, in respect of a contribution made to the official representative of a party, association or candidate, the lesser of the following amounts:

(a) 25% of the contribution;

(b) \$100.

Division XXI of the Election Act, which deals with election expenses and the reimbursement of such expenses, is incorporated with the bill.

Division XXI A of the same act, dealing with the financing of political parties, is also incorporated with the bill; however, the sum set aside by the Government for the financing of political parties, presently \$400,000, will instead be a sum equal to the product obtained by multiplying the amount of 25 cents by the number of electors, and that sum is to be distributed among all the authorized political parties represented in the National Assembly.

**8.** Ne peuvent être nommés directeur général ni faire partie de son personnel les membres de l'Assemblée nationale ou du Parlement du Canada, les personnes qui n'ont pas droit de vote en vertu de la Loi électorale et les agents ou représentants officiels nommés en vertu de la présente loi.

**9.** L'article 8 ne s'applique pas aux juges nommés en vertu de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20).

**10.** La qualité de directeur général est incompatible avec l'exercice de toute autre fonction.

**11.** Au cas d'incapacité temporaire du directeur général, ses fonctions sont exercées par une personne que désigne le gouvernement.

**12.** Si la charge de directeur général devient vacante, le gouvernement peut, pour une période n'excédant pas six mois, désigner une personne pour remplir les fonctions du directeur général.

*§ 2.—Personnel du directeur général*

**13.** Le directeur général peut, dans l'exercice de ses fonctions, retenir les services de toute personne, dont un secrétaire.

Ces personnes sont nommées par le directeur général suivant les effectifs déterminés par le Conseil du trésor; elles sont rémunérées conformément aux normes et barèmes établis par ce Conseil et l'article 425 de la Loi électorale s'applique à ces personnes, le cas échéant.

Le directeur général peut requérir, à titre temporaire, les services de toute personne qu'il juge nécessaire.

Le directeur général définit les devoirs des membres de son personnel et dirige leur travail.

**8.** Members of the National Assembly or of the Parliament of Canada, persons not eligible to vote under the Election Act and official agents or representatives appointed under this act shall not be appointed director general nor shall they form part of his staff.

**9.** Section 8 does not apply to judges appointed under the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20).

**10.** The office of director general is incompatible with any other office.

**11.** If the director general is temporarily unable to act, a person designated by the Government shall exercise his functions.

**12.** If the office of director general becomes vacant, the Government may, for a period not exceeding six months, designate a person to fulfil the functions of the director general.

*§ 2.—Staff of the director general*

**13.** The director general, in the exercise of his functions, may retain the services of any person, including a secretary.

Such persons are appointed by the director general in accordance with the staff requirements determined by the Treasury Board, and are remunerated according to the standards and scales established by that Board; section 425 of the Election Act applies to such persons, if necessary.

The director general may require, temporarily, the services of any person he considers necessary.

The director general shall determine the duties of the members of his staff and oversee their work.



*Les rapports que doit présenter un parti autorisé doivent avoir été préalablement examinés et certifiés véridiques par un vérificateur.*

*Tous les rapports que sont tenus de présenter partis, associations et candidats indépendants autorisés doivent être rendus accessibles au public dans les quatorze jours de leur réception par le directeur général.*

*Le directeur général doit remettre annuellement au président de l'Assemblée nationale un rapport de ses activités pour l'exercice précédent, dans lequel il doit notamment signaler toute contravention à la loi.*

*Le projet prévoit également que les fonds électoraux en possession des partis existants lors de l'entrée en vigueur du projet devront faire l'objet d'une divulgation, qu'ils ne pourront être accrues que des intérêts qu'ils produisent et que le total des sommes qui en seront tirées devra également être rendu public.*

*The returns that an authorized party will be required to file will have to be previously examined and certified true by an auditor.*

*The returns that parties, associations and independent candidates will be required to file will have to be available for public inspection within fourteen days after being received by the director general.*

*The director general will be required to make an annual report of his activities for the preceding fiscal year to the President of the National Assembly; this report must indicate any contraventions to the act.*

*The bill also proposes that electoral funds held by existing parties at the coming into force of the act be disclosed, that such funds receive no increment apart from their yield in interest, and that the total amount of the sums drawn on them also be disclosed.*

**14.** Le secrétaire et les autres membres du personnel du directeur général doivent, avant de commencer à exercer leurs fonctions, prêter devant le directeur général les serments ou affirmations solennelles prévus à l'annexe A.

**15.** Les documents émanant du bureau du directeur général, de même que leurs copies, sont authentiques s'ils sont signés par le directeur général ou le secrétaire.

§ 3.—*Fonctions et pouvoirs du directeur général*

**16.** Le directeur général a pour fonction de veiller à l'application de la présente loi; il doit notamment:

1° en ce qui a trait au contrôle du financement politique:

a) autoriser, aux fins du présent chapitre, les partis, les associations et les candidats indépendants;

b) vérifier si les partis, associations et candidats indépendants se conforment aux dispositions du présent chapitre;

c) établir le texte des formules et documents devant servir à l'application du présent chapitre;

d) émettre des directives sur la tenue de la comptabilité des partis, associations et candidats indépendants qu'il a autorisés;

e) recevoir et examiner les rapports du représentant officiel des partis, associations et candidats indépendants qu'il a autorisés;

f) enquêter sur la légalité des contributions et déboursés;

g) signaler, dans son rapport à l'Assemblée nationale, les contraventions à la présente loi;

2° en ce qui a trait à l'information du public:

**14.** The secretary and the other members of the staff of the director general, before taking office, must make, before the director general, the oaths or solemn affirmations provided in Schedule A.

**15.** The documents emanating from the office of the director general, and copies thereof, are authentic if signed by the director general or the secretary.

§ 3.—*Functions and powers of the director general*

**16.** It is the function of the director general to see to the application of this act; he shall in particular:

(1) with respect to the control of political financing:

(a) for the purposes of this chapter, authorize parties, associations and independent candidates;

(b) verify if the parties, associations and independent candidates are complying with this chapter;

(c) draw up the forms and documents for use in the application of this chapter;

(d) issue guidelines on the bookkeeping of the parties, associations and independent candidates he has authorized;

(e) receive and examine the returns of the official representatives of the parties, associations and independent candidates he has authorized;

(f) inquire into the legality of contributions and expenditures;

(g) indicate in his report to the National Assembly the contraventions to this act;

(2) with respect to informing the public:

a) donner à tout intéressé des avis ou directives touchant l'application et l'interprétation du présent chapitre;

b) maintenir un centre d'information public sur le financement des partis, des associations et des candidats indépendants et y rendre accessibles au public les rapports et documents visés dans le présent chapitre;

c) procéder à des études sur le financement des partis politiques;

d) tenir régulièrement des séances d'information et des colloques avec les partis politiques;

e) faire toute publicité qu'il juge nécessaire.

**17.** Pour ses enquêtes, le directeur général ainsi que les membres de son personnel qu'il désigne sont investis des pouvoirs et de l'immunité accordés aux commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

**18.** Les dispositions des articles 307 à 309 du Code de procédure civile s'appliquent *mutatis mutandis* aux témoins entendus par le directeur général ou les membres de son personnel qu'il désigne.

**19.** Avec l'autorisation d'un juge de la Cour supérieure et aux conditions qu'il fixe, le directeur général et toute personne qu'il désigne par écrit ont accès aux documents se rapportant aux contributions et déboursés et peuvent en prendre des copies.

Toute personne exerçant les pouvoirs que lui confère le présent article doit, sur demande, exhiber un certificat attestant sa qualité et signé par le directeur général ou le secrétaire.

**20.** Il est interdit d'entraver le travail d'une personne exerçant les pouvoirs que lui confère l'article 19, de l'in-

(a) provide any person with advice or guidelines regarding the application and interpretation of this chapter;

(b) maintain a public information centre on the financing of political parties, associations and independent candidates and make the returns and documents referred to in this chapter available for public examination at the centre;

(c) carry out studies on the financing of political parties;

(d) regularly hold information meetings and conferences with the political parties;

(e) make any publicity he considers necessary.

**17.** For his inquiries, the director general and the members of his staff designated by him are vested with the powers and immunity granted to commissioners appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

**18.** Articles 307 to 309 of the Code of Civil Procedure apply *mutatis mutandis* to witnesses appearing before the director general or the members of his staff designated by him.

**19.** With the authorization of a judge of the Superior Court and on the conditions he may fix, the director general and the persons designated by him in writing may consult documents relating to contributions and expenditures and make copies of them.

Every person exercising the powers vested in him by this section must, on demand, exhibit a certificate signed by the director general or the secretary attesting his authority.

**20.** It is prohibited to hinder the work of a person exercising powers vested in him by section 19, to mislead

duire en erreur ou de tenter de le faire.

Il est également interdit de refuser à la personne visée dans l'alinéa précédent l'aide qu'elle peut requérir pour l'exercice des pouvoirs que lui confère l'article 19.

**21.** Toute personne qui contrevient à l'article 20 commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au moins \$100 et d'au plus \$500 ou, en cas de récidive dans les deux ans, d'une amende d'au moins \$500 et d'au plus \$5,000.

**22.** Le directeur général et les membres de son personnel ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

**23.** Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre le directeur général ou les membres de son personnel lorsqu'ils agissent en leur qualité officielle.

Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre de l'alinéa précédent.

#### SECTION IV

##### CONSEIL CONSULTATIF

**24.** Est institué un conseil consultatif sur le financement des partis politiques.

**25.** Le conseil se compose du directeur général et de deux représentants de chacun des partis politiques autorisés représentés à l'Assemblée nationale.

him or to attempt to mislead him.

It is also prohibited to refuse the person contemplated in the preceding paragraph the assistance he may require to exercise powers vested in him by section 19.

**21.** Every person who contravenes section 20 is guilty of an offence and is liable, on summary proceedings, to a fine of not less than \$100 nor more than \$500 or, for a subsequent offence within two years, to a fine of not less than \$500 nor more than \$5,000.

**22.** The director general and the members of his staff cannot be prosecuted by reason of official acts done in good faith in the performance of their duties.

**23.** No extraordinary recourse contemplated in articles 834 to 850 of the Code of Civil Procedure shall be exercised and no injunction granted against the director general or the members of his staff acting in their official capacity.

Two judges of the Court of Appeal may, upon motion, summarily annul any writ, order or injunction issued or granted contrary to the preceding paragraph.

#### DIVISION IV

##### ADVISORY COMMITTEE

**24.** An advisory committee on the financing of political parties is established.

**25.** The committee shall be composed of the director general and of two representatives of each authorized political party represented in the National Assembly.

Le chef de chacun des partis désigne les représentants du parti; au moins un doit être membre de l'Assemblée nationale.

**26.** Le conseil est présidé par le directeur général; il se choisit un secrétaire parmi ses membres.

Le président dirige les activités du conseil et en coordonne les travaux.

**27.** Le président et les membres du conseil ne sont pas rémunérés. Toutefois, ceux des membres qui ne sont pas membres de l'Assemblée nationale ont droit au remboursement des frais justifiables engagés par eux dans l'exercice de leurs fonctions et ils reçoivent une allocation de présence fixée par le gouvernement.

**28.** Le conseil peut se réunir aussi souvent qu'il lui est nécessaire pour l'accomplissement de ses fonctions et attributions.

**29.** Le conseil a pour fonction de donner son avis sur toute question relative au financement des partis politiques et à l'application de la présente loi.

**30.** Le conseil peut rendre public le résultat de ses travaux.

**31.** Le directeur général doit consulter périodiquement le conseil quant à l'application de la présente loi.

Il doit soumettre préalablement au conseil toute directive qu'il est autorisé à émettre en vertu de la présente loi.

#### SECTION V

AUTORISATION DES PARTIS, DES ASSOCIATIONS  
DE COMTÉ ET DES CANDIDATS INDÉPENDANTS

**32.** Tout parti politique, toute association ou tout candidat indépendant qui

The leader of each party shall designate the representatives of the party; at least one representative must be a member of the National Assembly.

**26.** The committee shall be presided over by the director general; he shall choose a secretary from among its members.

The chairman shall manage the activities of the committee and coordinate its work.

**27.** The chairman and the members of the committee shall not be remunerated. However, those members who are not members of the National Assembly are entitled to the reimbursement of reasonable expenses incurred in the performance of their duties and shall receive an attendance allowance fixed by the Government.

**28.** The committee may meet as often as necessary for the exercise of its duties and capacities.

**29.** It is the duty of the committee to give its opinion on any question relating to the financing of political parties and the application of this act.

**30.** The committee may make the results of its work public.

**31.** The director general must consult the committee periodically with regard to the application of this act.

He must previously submit to the committee every guideline he is authorized to issue under this act.

#### DIVISION V

AUTHORIZATION OF PARTIES, DISTRICT  
ASSOCIATIONS AND INDEPENDENT  
CANDIDATES

**32.** Every political party, association or independent candidate wishing

désire solliciter ou recueillir des contributions ou effectuer des déboursés doit détenir une autorisation du directeur général suivant la présente section.

**33.** Un parti, une association ou un candidat indépendant qui sollicite une autorisation doit avoir un représentant officiel, désigné par le chef du parti ou le cas échéant, par le candidat.

**34.** Un seul représentant officiel est nommé pour chaque parti, chaque association et chaque candidat indépendant.

Le représentant officiel d'un parti autorisé peut toutefois, avec l'approbation écrite du chef du parti, nommer un délégué au plus pour chaque district électoral.

**35.** Une personne qui, en vertu de l'article 103, ne peut être nommée agent officiel ne peut être représentant officiel ou délégué.

**36.** Un représentant officiel ou un délégué peut démissionner en transmettant, par écrit, un avis à cette fin à la personne qui l'a nommé et au directeur général.

Le directeur général publie dans la *Gazette officielle du Québec* un avis de la démission ou du remplacement d'un représentant officiel ou d'un délégué.

**37.** Lorsqu'un parti, une association ou un candidat indépendant autorisé n'a plus de représentant officiel, un autre doit être désigné sans délai et le directeur général doit être informé de cette désignation dont il donne avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

**38.** Le directeur général peut accorder une autorisation, sur demande écrite du chef du parti:

to solicit or collect contributions or to make expenditures must have an authorization from the director general in accordance with this division.

**33.** A party, an association or an independent candidate soliciting authorization must have an official representative designated by the leader of the party, or by the candidate, as the case may be.

**34.** Only one official representative shall be appointed for each party, association or independent candidate.

The official representative of an authorized party may however, with the written approval of the leader of the party, appoint not more than one delegate for each electoral district.

**35.** A person who, by the effect of section 103, cannot be an official agent, shall not be an official representative or a delegate.

**36.** An official representative or a delegate may resign by sending a written notice to that effect to the person who appointed him and to the director general.

The director general shall publish in the *Gazette officielle du Québec* a notice of the resignation or replacement of an official representative or of a delegate.

**37.** Where an authorized party, association or independent candidate no longer has an official representative, another shall be designated without delay; the director general must be informed of such designation, and he shall give notice of it in the *Gazette officielle du Québec*.

**38.** The director general may grant an authorization, upon a written application of the leader of the party:

a) au parti du premier ministre;

b) au parti du chef de l'opposition officielle;

c) au parti qui, aux dernières élections générales, avait dix candidats officiels; ou

d) à un parti qui, au cours d'un congrès, s'est élu un chef, qui a des associations de comté dans au moins dix districts électoraux et qui s'engage à présenter des candidats officiels dans au moins dix districts lors des prochaines élections générales.

**39.** Un parti politique qui demande à être autorisé doit fournir au directeur général les renseignements suivants:

a) la dénomination du parti;

b) l'adresse à laquelle doivent être expédiées les communications destinées au parti et les adresses où se trouveront ses livres et comptes relatifs aux contributions qui lui seront versées et aux déboursés qu'il effectuera;

c) le nom et l'adresse du représentant officiel du parti et, le cas échéant, de ses délégués.

**40.** Un parti mentionné au paragraphe *d* de l'article 38 doit en outre fournir, à la satisfaction du directeur général, la preuve de l'existence de ses associations de comté.

Un tel parti doit aussi établir, par déclaration appuyée d'un serment ou d'une affirmation solennelle de son chef, le montant des fonds dont il dispose et que les fonds qu'il a recueillis après le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*) l'ont été en conformité des dispositions du présent chapitre.

Il doit remettre au directeur général, avec sa demande d'autorisation, les fonds qu'il a recueillis après le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*) contrairement aux dispositions du présent chapitre.

(a) to the party of the Prime Minister;

(b) to the party of the Leader of the Official Opposition;

(c) to a party which at the last general election had ten official candidates; or

(d) to a party whose leader was elected at a convention, which has district associations in at least ten electoral districts and which undertakes to present official candidates in at least ten districts at the next general election.

**39.** The political party applying for authorization must furnish the following information to the director general:

(a) the name of the party;

(b) the address to which communications intended for the party must be sent and that where its books and accounts pertaining to the contributions to be received and the expenditures to be incurred by it are to be kept;

(c) the name and address of the party's official representative and those of his delegates, if any.

**40.** A party mentioned in paragraph *d* of section 38 must, in addition, furnish, to the satisfaction of the director general, proof of the existence of its district associations.

Such party must also establish, by a statement supported by oath or solemn affirmation of its leader, the amount of the funds at its disposal, and that the funds it has collected after (*insert here the date of coming into force of this section*) have been collected in conformity with this chapter.

It must remit to the director general, with its application for authorization, the funds it has collected after (*insert here the date of coming into force of this section*) contrary to the provisions of this chapter.

Le directeur général verse ces sommes au ministre des finances.

**41.** Le directeur général accorde l'autorisation si les conditions prévues aux articles 39 et 40 sont respectées.

Il doit toutefois refuser l'autorisation au parti dont la dénomination comporte l'expression «indépendant» ou est susceptible d'amener les électeurs à se méprendre sur le parti auquel ils destinent leurs contributions.

**42.** Le directeur général accorde une autorisation à une association, sur demande écrite du chef du parti autorisé, et sur production des renseignements suivants:

- a) la dénomination de l'association;
- b) l'adresse à laquelle doivent être expédiées les communications destinées à l'association et les adresses où se trouveront ses livres et comptes relatifs aux contributions qui lui seront versées et aux dépenses qu'elle effectuera;
- c) le nom et l'adresse du représentant officiel de l'association.

**43.** Le directeur général accorde une autorisation au candidat indépendant qui lui en fait la demande écrite et qui lui fournit les renseignements suivants:

- a) son nom et son adresse;
- b) la dénomination du district électoral où il projette de se porter candidat indépendant;
- c) l'adresse à laquelle doivent être expédiées les communications qui lui sont destinées et les adresses où se trouveront ses livres et comptes relatifs aux contributions qui lui seront versées et aux dépenses qu'il effectuera;
- d) le nom et l'adresse de son représentant officiel.

**44.** L'autorisation accordée à un candidat indépendant habilite ce dernier à

The director general shall pay such amounts to the Minister of Finance.

**41.** The director general shall grant the authorization if the conditions provided in sections 39 and 40 are met.

He must however refuse authorization to a party if the name of the party includes the word "independent" or is likely to mislead the electors as to which party they are contributing to.

**42.** The director general shall grant an authorization to an association, upon a written application of the leader of the authorized party, and upon production of the following information:

- (a) the name of the association;
- (b) the address to which communications intended for the association must be sent and that where its books and accounts pertaining to the contributions to be received and the expenses to be incurred by it are to be kept;
- (c) the name and address of the official representative of the association.

**43.** The director general shall grant an authorization to the independent candidate applying therefor in writing who furnishes him with the following information:

- (a) his name and address;
- (b) the name of the electoral district in which he intends to be an independent candidate;
- (c) the address to which communications intended for him must be sent and that where his books and accounts pertaining to the contributions to be received and the expenses to be incurred by him are to be kept;
- (d) the name and address of his official representative.

**44.** The authorization granted to an independent candidate shall entitle him



solliciter et à recueillir des contributions seulement jusqu'au jour précédent celui du scrutin.

**45.** Le directeur général tient des registres des partis, associations et candidats indépendants qu'il autorise, dans lesquels doivent figurer les renseignements prévus aux articles 39, 42 et 43.

**46.** Les partis politiques, associations ou candidats indépendants autorisés doivent, sans délai, fournir au directeur général les renseignements voulus pour la mise à jour des registres prévus à l'article 45.

**47.** Le directeur général doit, sur demande écrite du chef, retirer son autorisation à un parti ou une association autorisé. Il doit faire de même à la demande écrite d'un candidat indépendant autorisé.

**48.** Le directeur général doit retirer son autorisation au parti visé par le paragraphe *d* de l'article 38 qui ne présente pas de candidat officiel dans au moins dix districts électoraux ou dont le nombre de candidats officiels cesse d'atteindre le minimum requis.

**49.** Le directeur général doit retirer son autorisation à un parti, une association ou un candidat indépendant autorisé qui ne lui fournit pas les renseignements requis aux fins de la tenue à jour, selon l'article 46, des registres prévus à l'article 45 ou qui, le cas échéant, ne se conforme pas à la section IX ou dont le représentant officiel ne se conforme pas à la section X.

**50.** Le directeur général doit retirer l'autorisation du candidat dont le bulle-

to solicit and collect contributions only until the day preceding that of the polling.

**45.** The director general shall keep registers of the parties, associations and independent candidates he has authorized, setting out the information required under sections 39, 42 and 43.

**46.** The political parties, associations and independent candidates must, without delay, furnish the director general with the information required for updating the registers provided for in section 45.

**47.** The director general must, upon written application of the leader, withdraw his authorization from an authorized party or association. He must do the same upon written application of an authorized independent candidate.

**48.** The director general must withdraw his authorization from a party contemplated in paragraph *d* of section 38 which does not present official candidates in at least ten electoral districts or whose number of official candidates falls below the required minimum.

**49.** The director general must withdraw his authorization from an authorized party, association or independent candidate who does not furnish him with the information required for the purposes of the updating, in accordance with section 46, of the registers provided in section 45 or who does not, as required, comply with Division IX, or whose official representative does not, as required, comply with Division X.

**50.** The director general must withdraw his authorization from a candidate

tin de présentation n'est pas accepté ou qui se désiste ou décède.

**51.** Le directeur général, lorsqu'il se propose de refuser son autorisation à un parti, une association ou un candidat ou lorsqu'il se propose de retirer telle autorisation doit informer le parti ou l'association ou, le cas échéant, le candidat, des raisons de sa décision et lui donner l'occasion de se faire entendre.

Toute convocation se fait par courrier recommandé ou certifié ou par tout autre moyen jugé valable par le directeur général.

**52.** Dès qu'il accorde une autorisation à un parti, une association ou un candidat ou dès qu'il retire telle autorisation, le directeur général en donne avis dans la *Gazette officielle du Québec* ainsi que dans au moins un journal publié au Québec et atteignant, dans le cas d'un parti, chaque région du Québec ou, dans le cas d'une association ou d'un candidat, la circonscription électorale de l'association ou du candidat.

L'avis qu'une autorisation a été accordée, refusée ou retirée, doit comporter l'indication du nom du représentant officiel et, le cas échéant, de ses délégués.

**53.** Les sommes qui restent des contributions recueillies par le parti, l'association ou le candidat qui cesse d'être autorisé doivent être remises sans délai au directeur général par qui les détient.

Après paiement des dettes, le directeur général verse ces sommes au ministre des finances.

Pour l'application du présent article, le directeur général peut ouvrir des comptes dans des banques à charte ayant un bureau au Québec ou dans des caisses d'épargne et de crédit au sens de la Loi des caisses d'épargne et de

whose nomination-paper is not accepted or who withdraws or deceases.

**51.** The director general, where he intends to refuse his authorization to a party, association or candidate or where he intends to withdraw his authorization, must give the party, association or candidate, as the case may be, the reasons for his decision and an opportunity to be heard.

Any summons shall be made by registered or certified mail or by any other means considered suitable by the director general.

**52.** Upon granting authorization to a party, association or candidate or upon withdrawing such authorization, the director general shall give a notice of it in the *Gazette officielle du Québec* and in at least one newspaper published in Québec and circulated, in the case of a party, in all parts of Québec or, in the case of an association or candidate, in the electoral district of the association or candidate.

The notice that an authorization has been granted, refused or withdrawn, must indicate the name of the official representative, and those of his delegates, if any.

**53.** The balance of the contributions collected by a party, association or candidate that ceases to be authorized shall be turned over without delay to the director general by the person holding them.

The director general, after payment of the debts, shall pay such balance to the Minister of Finance.

For the application of this section, the director general may open accounts in chartered banks having a place of business in Québec or in savings and credit unions within the meaning of the Savings and Credit Unions Act (Re-

crédit (Statuts refondus, 1964, chapitre 293) et désigner, pour signer les chèques ou autres ordres de paiement, au moins deux personnes choisies parmi les membres de son personnel.

## SECTION VI

### FINANCEMENT PUBLIC DES PARTIS POLITIQUES

**54.** Le directeur général verse annuellement une allocation aux partis politiques autorisés représentés à l'Assemblée nationale.

**55.** L'allocation visée à l'article 54 se calcule en divisant entre ces partis, proportionnellement au pourcentage des votes valides obtenus par ces derniers aux dernières élections générales, une somme égale au produit obtenu en multipliant le montant de 25 cents par le nombre d'électeurs inscrits sur les listes électorales préparées et révisées conformément à la Loi électorale lors du dernier recensement annuel.

**56.** L'allocation visée dans l'article 54 est versée à raison d'un douzième chaque mois.

**57.** Cette allocation doit être utilisée par les partis pour payer les frais de leur administration courante, pour diffuser leur programme politique et pour coordonner l'action politique de leurs membres; elle n'est versée que si ces frais sont réellement encourus et payés.

**58.** L'allocation visée à l'article 54 est versée par chèque fait à l'ordre du représentant officiel du parti sur production, par ce dernier, d'une demande de paiement, d'un état en la forme prescrite par le directeur général et des factures, reçus ou autres pièces justifica-

vised Statutes, 1964, chapter 293) and designate at least two persons chosen from among the members of his personnel to sign the cheques or other orders of payment.

## DIVISION VI

### PUBLIC FINANCING OF POLITICAL PARTIES

**54.** The director general shall annually pay an allowance to every authorized political party represented in the National Assembly.

**55.** The allowance contemplated in section 54 shall be computed by dividing between such parties, proportionately to the percentage of the valid votes obtained by them at the last general election, a sum equal to the product obtained by multiplying the amount of 25 cents by the number of electors entered on the electoral lists prepared and revised in accordance with the Election Act at the last annual enumeration.

**56.** The allowance contemplated in section 54 shall be paid at the rate of one-twelfth each month.

**57.** Such allowance must be used by the parties to pay the costs of their current administration, to propagate their political programmes and to coordinate the political activities of their members; it shall be paid only if such costs are actually incurred and paid.

**58.** The allowance contemplated in section 54 shall be paid by cheque made to the order of the official representative of the party upon production by him of a demand for payment, of a statement in the form prescribed by the director general and of the invoices,

tives, ou de copies certifiées de ces documents, lesquels sont, dès l'émission du chèque, retournés au représentant officiel.

[[59. Sur réception d'un certificat signé par le directeur général, le ministre des finances verse au représentant officiel qui y est désigné le montant indiqué au certificat.]]

**60.** Toute personne peut examiner les documents prévus à l'article 58 pendant les heures de bureau et en prendre copie ou photocopie.

Dans les trente jours du paiement de l'allocation visée dans l'article 54, le directeur général doit publier sous sa signature, dans la *Gazette officielle du Québec*, un état sommaire de tout montant versé au représentant officiel de tout parti visé dans la présente section.

## SECTION VII

### CONTRIBUTIONS

**61.** Seul un électeur peut verser une contribution.

Il ne peut le faire qu'en faveur d'un parti politique, d'une association ou d'un candidat indépendant détenant l'autorisation du directeur général et que conformément à la présente section.

**62.** Une contribution doit être versée par l'électeur lui-même et à même ses propres biens.

Elle ne peut être versée par une personne à même des biens mis à sa disposition pour faire des contributions à des fins politiques.

**63.** Le total des contributions ne peut dépasser, au cours d'une même année civile, pour un même électeur, la somme de \$3,000. Cette somme peut

receipts or other vouchers, or certified copy of such documents, which shall, upon the issue of the cheque, be returned to the official representative.

[[59. Upon receipt of a certificate signed by the director general, the Minister of Finance shall pay to the official representative designated therein the amount indicated in the certificate.]]

**60.** Any person may examine the documents provided for in section 58 during office hours and make copies or photocopies thereof.

Within thirty days of the payment of the allowance provided for in section 54, the director general shall publish over his signature, in the *Gazette officielle du Québec*, a summary statement of every amount paid to the official representative of every party contemplated in this division.

## DIVISION VII

### CONTRIBUTIONS

**61.** Only an elector may make a contribution.

He shall do so only in favour of a political party, an association or an independent candidate authorized by the director general and only in conformity with this division.

**62.** Every contribution must be made by the elector himself out of his own property.

It shall not be made out of property put at a person's disposal to make contributions for political purposes.

**63.** The total of contributions by the same elector during the same calendar year shall not exceed the amount of \$3,000. Such amount may be paid in

être versée, en tout ou en partie, à l'un ou l'autre des partis, associations ou candidats indépendants autorisés.

Il n'est tenu compte de biens et services, pour établir la valeur des contributions d'un électeur, que si leur valeur globale pour une année dépasse cent dollars.

**64.** Seul un électeur peut se porter caution pour des partis, des associations ou des candidats indépendants autorisés et il ne peut le faire que jusqu'à concurrence d'une somme globale annuelle de \$3,000.

**65.** Toute sollicitation de contribution ne peut être faite que sous la responsabilité du représentant officiel du parti politique, de l'association ou du candidat indépendant autorisé et que par l'entremise des personnes désignées par écrit par le représentant officiel.

Toute personne autorisée à solliciter des contributions doit, sur demande, exhiber un certificat attestant sa qualité et signé par le représentant officiel.

**66.** Une contribution ne peut être versée qu'au représentant officiel du parti, de l'association ou du candidat indépendant autorisé auquel elle est destinée ou qu'aux personnes désignées par écrit par ce dernier suivant l'article 65.

**67.** Le délégué du représentant officiel d'un parti autorisé a, pour le district électoral pour lequel il est nommé, les pouvoirs conférés au représentant officiel du parti par les articles 65, 66, 69 et 75.

**68.** Toute contribution en argent de cent dollars et plus doit être faite au moyen d'un chèque ou autre ordre de paiement signé par l'électeur et tiré sur une banque à charte ou une caisse d'é-

whole or in part to one or another of the authorized parties, associations or independent candidates.

In establishing the value of an elector's contributions, no account shall be taken of goods or services unless their total value for one year exceeds one hundred dollars.

**64.** Only an elector may become surety for authorized parties, associations or independent candidates and no elector may become so for a total annual amount in excess of \$3,000.

**65.** Contributions shall not be solicited except under the responsibility of the official representative of an authorized political party, association or independent candidate, nor except through persons designated in writing by the official representative.

Every person authorized to solicit contributions must, on demand, exhibit a certificate signed by the official representative attesting his authority.

**66.** A contribution shall be made to no one except the official representative of the authorized party, association or independent candidate for whom it is intended, or the persons designated in writing by such official representative in accordance with section 65.

**67.** The delegate of the official representative of an authorized party has, for the electoral district for which he is appointed, the powers conferred on the party's official representative by sections 65, 66, 69 and 75.

**68.** Every contribution of money of one hundred dollars or more must be made by cheque or other order of payment signed by the elector and drawn on a chartered bank or a savings and

pargne et de crédit où l'électeur a un compte ouvert en son propre nom.

**69.** Pour toute contribution, le représentant officiel ou la personne désignée suivant l'article 65 délivre un reçu au donataire.

**70.** Le chèque ou ordre doit être fait payable à l'ordre du parti, de l'association ou du candidat indépendant autorisé.

**71.** Dès qu'elle a été encaissée, une contribution est réputée reçue par le parti, l'association ou le candidat auquel elle est destinée.

**72.** Les contributions en argent recueillies doivent être déposées dans des banques à charte ou des compagnies de fiducie ayant un bureau au Québec, ou des caisses d'épargne et de crédit choisies par les partis, associations ou candidats indépendants autorisés.

**73.** Toute contribution faite contrairement à la présente loi doit, dès que le fait est connu, être retournée au donataire, si son identité est connue; au cas contraire, les fonds sont remis au directeur général qui les verse au ministre des finances.

**74.** Tout radiodiffuseur ou télédiffuseur de même que tout propriétaire de journal, périodique ou autre imprimé peut mettre gratuitement à la disposition des partis, associations et candidats autorisés du temps d'émission à la radio ou à la télévision ou de l'espace dans le journal, le périodique ou autre imprimé, pourvu qu'il offre un tel service équitablement à tous les partis autorisés ou, dans un même district électoral, à toutes les associations ou candidats autorisés.

credit union where the elector has an account open in his own name.

**69.** For every contribution, the official representative or the person designated in accordance with section 65 shall issue a receipt to the contributor.

**70.** The cheque or order must be made payable to the order of the authorized party, association or independent candidate.

**71.** On being cashed, a contribution is deemed received by the party, association or independent candidate for whom it is intended.

**72.** The contributions of money collected must be deposited with chartered banks or trust companies having a place of business in Québec, or savings and credit unions, chosen by the authorized parties, associations or independent candidates.

**73.** Every contribution made contrary to this act must, as soon as the fact is known, be returned to the contributor if his identity is known; if it is not known, the contribution shall be remitted to the director general who shall turn the funds over to the Minister of Finance.

**74.** Every radio or television broadcaster and every owner of a newspaper, periodical or other printed matter may, free of charge, make broadcasting time on radio or television or space in the newspaper, periodical or other printed matter, provided he offers such a service on an equitable basis to all the authorized parties or, in the same electoral district, to all the authorized associations or candidates.

Le directeur général s'assure de la légalité des services rendus en vertu du présent article.

The director general shall verify the legality of services rendered under this section.

#### SECTION VIII

##### DÉBOURSÉS DES PARTIS POLITIQUES, DES ASSOCIATIONS ET DES CANDIDATS INDÉPENDANTS

**75.** Les déboursés d'un parti politique, d'une association ou d'un candidat indépendant autorisé ne peuvent être effectués que sous l'autorité du représentant officiel du parti, de l'association ou du candidat et que par l'entremise des personnes désignées par écrit par le représentant officiel.

Toute personne autorisée à effectuer des déboursés doit, sur demande, exhiber un certificat attestant sa qualité et signé par le représentant officiel.

#### SECTION IX

##### VÉRIFICATEURS

**76.** Le représentant officiel de tout parti autorisé doit, avec l'autorisation écrite du chef du parti, nommer un vérificateur parmi les personnes ayant légalement le droit de pratiquer la comptabilité publique au Québec et en aviser le directeur général dans les trente jours qui suivent la date à laquelle le parti a obtenu l'autorisation du directeur général.

**77.** Ne peuvent être vérificateurs ou, le cas échéant, cessent de l'être, le directeur général, les personnes visées dans les articles 8 et 9, les candidats aux dernières élections générales ou à toute autre élection tenue depuis ces élections ainsi que les candidats aux élections générales qui sont en cours.

Le présent article s'applique également aux associés des personnes visées

#### DIVISION VIII

##### EXPENDITURES OF POLITICAL PARTIES, ASSOCIATIONS AND INDEPENDENT CANDIDATES

**75.** No expenditure may be made by an authorized political party, association or independent candidate except under the authority of the party, association or candidate nor except through persons designated in writing by the official representative.

Every person authorized to make expenditures must, on demand, exhibit a certificate signed by the official representative attesting his authority.

#### DIVISION IX

##### AUDITORS

**76.** The official representative of every authorized party, with the written authorization of the leader of the party, shall appoint an auditor from among the persons having a legal right to practise public accounting in Québec and notify the director general within thirty days after the date on which the party has obtained the authorization of the director general.

**77.** The director general, the persons referred to in sections 8 and 9, candidates in the last general election or in any other election held since such election and candidates in a current general election shall not be auditors, or shall cease to be auditors, as the case may be.

This section also applies to the partners of persons referred to in the first

dans le premier alinéa ainsi qu'aux membres de leur personnel.

**78.** Le représentant officiel doit remplacer, avec l'autorisation prévue à l'article 76, le vérificateur qu'il a nommé dès que celui-ci cesse d'occuper son poste et en aviser aussitôt le directeur général.

**79.** Le vérificateur examine les rapports que le parti autorisé pour lequel il agit doit produire en vertu du présent chapitre et délivre un certificat attestant, si tel est le cas, que d'après la confrontation des pièces comptables et des dépôts bancaires du parti:

a) le rapport visé par son certificat est véridique;

b) les renseignements et explications voulus lui ont été donnés;

c) la comptabilité du parti a été tenue conformément aux normes acceptées en matière de comptabilité et aux directives émises à ce sujet par le directeur général.

**30.** Le vérificateur d'un parti a accès à tous les livres, comptes et documents du parti se rapportant aux contributions et déboursés et peut, à cet égard, obtenir tous les renseignements qu'il juge nécessaires.

**31.** Le directeur général rembourse aux partis politiques autorisés, jusqu'à concurrence de \$1,000, les frais de vérification encourus par ces derniers aux fins de l'application de la présente section.

paragraph and members of their staffs.

**78.** The official representative of an authorized party must, with the authorization provided for in section 76, replace the auditor appointed by him upon the latter's ceasing to hold office and notify the director general immediately.

**79.** The auditor shall examine the returns which the authorized party for which he acts must file pursuant to this chapter and issue a certificate attesting, if such is the case, that, following comparison with the vouchers and bank deposits of the party:

(a) the returns in question are truthful;

(b) he has received the information and explanations required;

(c) the accounting of the party or candidate has been kept in accordance with accepted accounting standards and with the guidelines issued by the director general in that regard.

**30.** The auditor shall have access to all the books, accounts and documents of the party pertaining to contributions and expenditures and may obtain all the pertinent information he considers necessary.

**31.** The director general shall reimburse the authorized political parties the auditing expenses up to \$1,000 incurred by them for the purposes of the application of this division.

## SECTION X

### RAPPORTS

**32.** Le représentant officiel d'un parti autorisé doit faire parvenir au directeur général des rapports préparés

## DIVISION X

### RETURNS

**32.** The official representative of every authorized party must submit to the director general returns prepared in



conformément aux directives émises à ce sujet par le directeur général et indiquant:

*a)* les établissements financiers où sont déposées les contributions recueillies par le parti et les numéros de comptes utilisés;

*b)* le total des dons anonymes recueillis au cours de réunions ou manifestations tenues à des fins politiques;

*c)* le total des contributions inférieures à cent dollars reçues par le parti;

*d)* le total des contributions de cent dollars et plus reçues par le parti;

*e)* le nom et l'adresse complète de chaque électeur qui a versé une contribution de cent dollars et plus au parti;

*f)* le cas échéant, le nom et l'adresse complète des électeurs s'étant portés cautions et le montant pour lequel ils l'ont fait;

*g)* le total des sommes transférées à ou par une instance du parti ou à l'agent officiel d'un candidat du parti;

*h)* le total des sommes empruntées suivant le sous-paragraphe *d* du premier alinéa de l'article 2, le nom et l'adresse complète du prêteur et le taux d'intérêt exigé;

*i)* le total des déboursés effectués par le parti.

Ces rapports doivent être accompagnés d'une copie de chacun des reçus émis pour les contributions reçues.

**83.** Aux fins de la présente section, l'année financière correspond à l'année civile.

**84.** Pour chaque année financière, le représentant officiel d'un parti autorisé doit produire deux rapports au directeur général, l'un couvrant les six premiers

accordance with the guidelines issued in that regard by the director general, indicating:

*(a)* the financial institutions where the contributions collected by the party are deposited and the account numbers used;

*(b)* the total sum of the anonymous donations collected at meetings or demonstrations held for political purposes;

*(c)* the total sum of contributions of less than one hundred dollars received by the party;

*(d)* the total sum of contributions of one hundred dollars or more received by the party;

*(e)* the name and full address of each elector who has paid a contribution of one hundred dollars or more to the party;

*(f)* where such is the case, the name and full address of each elector who became surety and the amount for which he became surety;

*(g)* the total sum of the amounts transferred to or by authorities of the party or to the official agent of a candidate of the party;

*(h)* the total sum of the amounts borrowed in accordance with subparagraph *d* of the first paragraph of section 2, the name and full address of the lender and the rate of interest charged;

*(i)* the total sum of the expenditures made by the party.

Such returns must be accompanied with a copy of each of the receipts issued for the contributions received.

**83.** For the purposes of this division, the financial year corresponds to the calendar year.

**84.** For each financial year, the official representative of an authorized political party must submit two returns to the director general: one, covering

mois de l'année et devant être présenté au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre de cette année, l'autre en couvrant les six derniers mois et devant être présenté au plus tard le 1<sup>er</sup> avril de l'année qui suit.

Chacun de ces rapports n'est réputé produit au directeur général que s'il est accompagné du certificat visé dans l'article 79.

**85.** Le représentant officiel d'une association autorisée doit, au plus tard le 1<sup>er</sup> avril de chaque année, produire un rapport au directeur général pour l'année financière qui s'est terminée le 31 décembre précédent.

Ce rapport doit contenir, *mutatis mutandis*, les renseignements prévus à l'article 82 et être accompagné des documents exigés par ledit article.

**86.** Lorsque la date d'échéance de l'un ou l'autre des délais fixés aux articles 84 et 85 survient au cours d'une période électorale, elle est reportée au quatre-vingt-dixième jour suivant la date des élections générales.

**87.** Lorsque la date d'échéance visée dans l'article 86 survient dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date des élections générales, elle est reportée au cent vingtième jour suivant la date desdites élections.

**88.** Les articles 86 et 87 s'appliquent *mutatis mutandis* lors d'élections autres que des élections générales à l'égard des associations autorisées des districts où ont lieu ces élections.

**89.** Le représentant officiel d'un candidat indépendant autorisé doit, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent le jour du scrutin, produire un rapport au directeur général.

the first six months of the year, to be submitted not later than 1 October of that year, the other, covering the last six months, to be submitted not later than 1 April of the following year.

No such return is deemed submitted to the director general unless it is accompanied with the certificate contemplated in section 79.

**85.** Not later than 1 April each year, the official representative of an authorized association must submit a return to the director general for the financial year ended on the preceding 31 December.

Such return must contain, *mutatis mutandis*, the information provided for in section 82 and be accompanied with the documents required by the said section.

**86.** Where the date of expiry of one or other of the delays fixed in sections 84 and 85 falls during an election period, it shall be postponed to ninety days after the date of the general election.

**87.** Where the date of expiry referred to in section 86 falls within ninety days after the date of a general election, it shall be postponed to one hundred and twenty days after the date of the said election.

**88.** Sections 86 and 87 apply *mutatis mutandis* at elections other than general elections with respect to authorized associations in the districts where such elections are held.

**89.** The official representative of an authorized independent candidate must, within ninety days after polling day, submit a return to the director general.

Ce rapport doit contenir, *mutatis mutandis*, les renseignements prévus à l'article 82 et être accompagné des documents exigés par ledit article.

**90.** Les rapports et documents produits au directeur général en vertu de la présente section sont accessibles au public au plus tard quatorze jours après leur réception par le directeur général.

Toute personne peut examiner ces rapports et documents pendant les heures de bureau et en prendre copie ou photocopie.

**91.** Le directeur général doit, au plus tard le 30 septembre de chaque année, remettre au président de l'Assemblée nationale un rapport de ses activités pour l'exercice financier précédent.

**92.** Le président de l'Assemblée nationale doit déposer devant cette dernière le rapport du directeur général, dans les trente jours de sa réception si l'Assemblée nationale est en session.

Si l'Assemblée nationale n'est pas en session ou si elle est en session, entre le moment où elle s'ajourne et la date fixée pour la reprise de ses travaux lorsque cette date est postérieure au vingtième jour suivant la date de l'ajournement, le rapport du directeur général est déposé par le président dans les quinze jours de l'ouverture de la session suivante ou, suivant le cas, dans les quinze jours de la reprise des travaux de l'Assemblée.

**93.** Si les rapports des partis, associations ou candidats indépendants ne sont pas produits dans les délais fixés, le chef du parti ou, si ce dernier n'est pas député, le chef parlementaire, ou, le cas échéant, le candidat indépendant s'il

Such return must contain, *mutatis mutandis*, the information provided for in section 82 and be accompanied with the documents required by the said section.

**90.** Returns and documents submitted to the director general under this division shall be available for public inspection not later than fourteen days after their receipt by the director general.

Any person may examine such returns and documents during office hours and make copies or photocopies of them.

**91.** Not later than 30 September each year the director general shall submit a report of his activities for the preceding fiscal year to the President of the National Assembly.

**92.** The President of the National Assembly shall table in the Assembly the report of the director general, within thirty days after receiving it if the Assembly is in session.

If the Assembly is not in session or if it is in session, between the time of adjournment and the date appointed for resumption, when that date is more than twenty days after adjournment, the report of the director general shall be tabled by the President within fifteen days after the opening of the next session or, as the case may be, fifteen days after resumption.

**93.** If the returns of the parties, associations or independent candidates are not filed within the fixed delays, the leader of the party or, if he is not a member, the house leader or, as the case may be, the independent candi-

a été élu, devient incapable de siéger ou voter à l'Assemblée nationale tant que les rapports n'ont pas été remis et qu'il n'a pas été excusé du retard. Les articles 114 et 116 s'appliquent *mutatis mutandis* à la présente section.

**94.** Quiconque siège ou vote à l'Assemblée nationale contrairement à l'article 93 commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende de \$500, en plus du paiement des frais, pour chaque jour qu'il siège ou vote ainsi.

**95.** Sous réserve de l'article 94, quiconque contrevient aux dispositions de la présente section commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende de \$100 à \$1,000. Est également coupable de l'infraction toute personne qui la permet ou tolère ou qui y participe.

## SECTION XI

### INFRACTIONS ET PEINES

**96.** Quiconque contrevient aux articles 44, 53, 61 à 66, 68 à 70 et 72 à 75 commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au moins \$1,000 et d'au plus \$25,000. Si le coupable est le représentant officiel d'un parti, d'une association ou d'un candidat ou un délégué d'un parti, l'amende est imposée à ce parti, à cette association ou à ce candidat et le représentant officiel ou délégué est personnellement passible d'une amende d'au moins \$500 et d'au plus \$5,000.

Les dispositions du présent article s'appliquent également à quiconque contrevient aux directives émises par le directeur général en vertu du présent chapitre.

date, if elected, shall be disqualified to sit or vote in the National Assembly until the returns are filed and he is excused for the delay. Sections 114 and 116 apply *mutatis mutandis* to this division.

**94.** Any person who sits or votes in the National Assembly contrary to section 93 is guilty of an offence and liable, on summary proceeding, to a fine of \$500, in addition to costs, for each day he so sits or votes.

**95.** Subject to section 94, every person who contravenes this division is guilty of an offence and liable on summary proceeding to a fine of \$100 to \$1,000. Every person who permits or tolerates or participates in the offence is also guilty of it.

## DIVISION XI

### OFFENCES AND PENALTIES

**96.** Any person who contravenes any of sections 44, 53, 61 to 66, 68 to 70 or 72 to 75 is guilty of an offence and is liable, on summary proceeding, to a fine of not less than \$1,000 nor more than \$25,000. If the offender is the official representative of a party, of an association or of a candidate or a delegate of a party, the fine shall be imposed on such party, association or candidate and the official representative or delegate shall be personally liable to a fine of not less than \$500 nor more than \$5,000.

This section also applies to every person contravening a directive issued by the director general under this chapter.

**97.** Les poursuites pour contravention au présent chapitre ou aux directives émises sous son autorité sont intentées par le directeur général ou par une personne que ce dernier autorise généralement ou spécialement.

**98. 1.** Le chapitre I de la présente loi ne s'applique pas aux fonds électoraux qui, le (*insérer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*), sont en possession des partis politiques existants à cette date ou de leurs fondés de pouvoirs.

2. Ces fonds doivent être remis, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent l'entrée en vigueur du présent article, aux représentants officiels des partis politiques concernés, qui les déposent dans des comptes distincts, dans des établissements financiers visés dans l'article 72.

3. Le premier rapport que doit produire le représentant officiel du parti concerné en vertu de l'article 84 n'est réputé valablement produit que s'il indique:

a) le total des fonds en possession du parti à la date mentionnée dans le paragraphe 1;

b) les établissements financiers où ces fonds sont déposés et les numéros de comptes utilisés.

4. Il ne peut être ajouté à ces fonds que l'intérêt qu'ils produisent.

5. Tout rapport subséquent au premier, que doit produire le représentant officiel du parti concerné, n'est réputé valablement produit que s'il indique:

a) le montant des fonds ajouté en vertu du paragraphe 4;

b) le montant global de tout déboursé effectué par le parti à même ces fonds pour la période que couvre le rapport;

c) l'état des fonds à la date du rapport.

**97.** Proceedings for contraventions against this chapter or the guidelines issued hereunder shall be instituted by the director general or by a person generally or specially authorized by him.

**98. (1)** Chapter I of this act does not apply to electoral funds which, on (*insert here the date of coming into force of this section*), are in the possession of political parties existing on that date, or of their authorized agents.

(2) Such funds must be turned over, within ninety days after the coming into force of this section, to the official representatives of the political parties concerned, who shall deposit them in separate accounts in financial institutions contemplated in section 72.

(3) The first return that must be submitted by the official representative of the party concerned under section 84 is not deemed validly submitted unless it indicates:

(a) the total amount of the funds in the possession of the party on the date mentioned in subsection 1;

(b) the financial institutions where such funds are deposited and the account numbers used.

(4) Only the interest accruing to such funds may be added to them.

(5) No return, subsequent to the first, that must be submitted by the official representative of the party concerned is deemed validly submitted unless it indicates:

(a) the amount of funds added under subsection 4;

(b) the total amount of every expenditure made by the party out of such funds for the period covered by the return;

(c) the state of the funds on the date of the return.

## CHAPITRE II

## DES DÉPENSES ÉLECTORALES

**99.** Dans le présent chapitre, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

a) «agent officiel»: l'agent prévu à l'article 101 et à l'article 102;

b) «bref d'élection», «chef reconnu», «électeur», «électeur inscrit», «élection», «district électoral», «élections générales», «élections partielles», «autres élections», «liste», «candidat officiel», «parti reconnu», «période électorale», «président d'élection», «officier d'élection», «scrutin», «greffier», «récapitulation officielle du scrutin», «recensement», «recensement annuel», «recenseur», «révision» et «révision annuelle»: ce qu'entend par ces mots et expressions la Loi électorale;

c) «directeur général»: le directeur général du financement des partis politiques.

**100.** 1. Dans le présent chapitre, l'expression «dépenses électorales» signifie tous frais encourus pendant une période électorale pour favoriser ou défavoriser, directement ou indirectement, l'élection d'un candidat ou celle des candidats d'un parti ou pour diffuser ou combattre le programme ou la politique d'un candidat ou d'un parti ou pour approuver ou désapprouver des mesures préconisées ou combattues par eux ou des actes accomplis ou proposés par eux ou par leurs partisans. Dans le présent article le mot «candidat» comprend toute personne qui devient subséquemment candidat ou qui est susceptible de le devenir.

2. Ne sont pas considérés comme dépenses électorales:

a) la publication dans un journal ou autre périodique d'articles éditoriaux, de nouvelles, de chroniques ou de let-

## CHAPTER II

## ELECTION EXPENSES

**99.** In this chapter, unless otherwise required by the context,

(a) "official agent" means the agent provided for in section 101 or 102;

(b) "writ of election", "recognized leader", "elector", "listed elector", "election", "electoral district", "general elections", "by-elections", "other elections", "list", "official candidate", "recognized party", "election period", "returning-officer", "election officer", "polling", "clerk", "official addition of votes", "enumeration", "annual enumeration", "enumerator", "revision" and "annual revision" have the same meaning as in the Election Act;

(c) "director general" means the director general of financing of political parties.

**100.** (1) In this chapter, the expression "election expenses" means all the expenditures incurred during an election period to promote or oppose, directly or indirectly, the election of a candidate or that of the candidates of a party or to propagate or oppose the programme or policy of a candidate or party or to approve or disapprove the steps recommended or opposed by them or the things done or proposed by them or their supporters. In this section the word "candidate" includes any person who subsequently becomes or is likely to become a candidate.

(2) The following shall not be deemed election expenses:

(a) the publishing in a newspaper or other periodical of editorials, news, reports or letters to the editor, provided

tres de lecteurs, à la condition que cette publication soit faite de la même façon et d'après les mêmes règles qu'en dehors de la période électorale, sans paiement, récompense ou promesse de paiement ou de récompense, qu'il ne s'agisse pas d'un journal ou autre périodique institué pour les fins de l'élection ou en vue de l'élection et que la distribution et la fréquence de publication n'en soient pas établies autrement qu'en dehors de la période électorale;

b) la diffusion par un poste de radio ou de télévision d'une émission de nouvelles ou commentaires, à la condition que cette émission soit faite de la même façon et d'après les mêmes règles qu'en dehors de la période électorale, sans paiement, récompense ou promesse de paiement ou de récompense;

c) les frais indispensables pour tenir dans un district électoral une convention pour le choix d'un candidat; ces frais indispensables doivent comprendre les dépenses raisonnables des candidats à cette convention, le coût de la location d'une salle et de la convocation des délégués, mais ils ne peuvent inclure aucune publicité ni excéder, à l'exclusion des dépenses des candidats autres que le candidat choisi, la somme de mille dollars;

d) les dépenses raisonnables faites par un candidat ou toute autre personne, à même ses propres deniers, pour se loger et nourrir pendant un voyage pour fins électorales, si ces dépenses ne lui sont pas remboursées;

e) les frais de transport d'un candidat s'ils ne font pas l'objet d'un remboursement;

f) les frais de transport d'une personne autre qu'un candidat, payés à même ses propres deniers, si ces frais ne lui sont pas remboursés;

g) la somme déposée avec le bulletin de présentation;

that they are published in the same manner and under the same rules as outside the election period, without payment, reward or promise of payment or reward, that the newspaper or other periodical is not established for the purposes of the election or with a view to the election and that the circulation and frequency of publication thereof do not differ from what obtains outside the election period;

(b) the transmission by a radio or television station of a broadcast of news or comment, provided that such broadcast be made in the same manner and under the same regulations as outside the election period, without payment, reward or promise of payment or of reward;

(c) the necessary cost of holding a convention in an electoral district for the selection of a candidate; such necessary cost must include the reasonable expenses of the candidates at such convention, the cost of renting a hall and the convening of delegates, but it cannot include any publicity and, excluding the expenses of candidates other than the candidate selected, shall not exceed the sum of one thousand dollars;

(d) the reasonable expenses incurred by a candidate or any other person, out of his own money, for his lodging and food during a journey for election purposes, if such expenses are not reimbursed to him;

(e) the transportation costs of a candidate, if not subject to reimbursement;

(f) the transportation costs of any person other than a candidate, paid out of his own money, if such costs are not reimbursed to him;

(g) the sum deposited with the nomination-paper;

*h)* les dépenses raisonnables faites pour la publication de commentaires explicatifs de la Loi électorale et des instructions émises sous son empire, pourvu que ces commentaires soient strictement objectifs et ne contiennent aucune publicité de nature à favoriser ou à défavoriser un candidat ou un parti;

*i)* les dépenses raisonnables ordinairement faites pour les fins de l'administration courante du bureau permanent d'un parti reconnu dans l'île de Montréal et dans la ville de Québec, si le chef de ce parti a, avant le septième jour qui suit l'émission des brefs, donné avis écrit au directeur général de l'existence de ce bureau, de son adresse exacte et de tout changement d'adresse.

Pour les fins du sous-paragraphe *i*, le bureau permanent d'un parti reconnu est le bureau où, en vue d'assurer la diffusion du programme politique de ce parti et de coordonner l'action politique de ses membres, travaillent en permanence, hors de la période électorale, des employés du parti ou d'un organisme qui y est associé en vue de la réalisation de ses objets et que le chef du parti a reconnu à cette fin par lettre adressée au directeur général avant le septième jour qui suit l'émission des brefs;

*j)* les intérêts accrus à compter du trente et unième jour suivant le scrutin, sur tout prêt légalement consenti à un agent officiel pour fins de dépenses électorales pour autant qu'ils ne sont pas remboursés.

3. Les frais encourus, avant une élection, pour des écrits, objets ou matériels publicitaires utilisés, pendant l'élection, aux fins visées par la définition de l'expression «dépenses électorales» sont des dépenses électorales.

*(h)* the reasonable expenses incurred for the publication of explanatory commentaries on the Election Act and the instructions issued under its authority, provided that such commentaries are strictly objective and contain no publicity of such a nature as to favour or oppose a candidate or a party;

*(i)* the reasonable expenses usually incurred for the current operation of the permanent office of a recognized party on the island of Montreal and in the city of Québec, if the leader of such party, before the seventh day following the issue of the writs, has given written notice to the director general of the existence of such office, of its exact address and of any change of address.

For the purposes of subparagraph *i*, the permanent office of a recognized party is the office where, in order to ensure dissemination of the political programme of such party and to coordinate the political activity of its members, employees of the party or of a body associated therewith work on a permanent basis outside the election period, for the attainment of its objects, and which the leader of the party has recognized for such purpose by a letter sent to the director general before the seventh day following the issue of the writs;

*(j)* interest accrued from the thirty-first day following the polling, on any loan lawfully granted to an official agent for election expense purposes in so far as they are not reimbursed.

(3) The expenditures incurred before an election for literature, objects or materials of an advertising nature, used during the election for the purposes contemplated by the definition of the expression "election expenses", are election expenses.



**101.** 1. Un parti politique désirant faire des dépenses électorales doit avoir un agent officiel.

Le représentant officiel du parti, désigné suivant le chapitre I, est l'agent officiel du parti.

2. Le directeur général publie dans la *Gazette officielle du Québec* le nom de l'agent officiel d'un parti.

**102.** 1. Tout candidat est tenu d'avoir un agent officiel.

2. Le représentant officiel d'une association de comté autorisée d'un parti autorisé est l'agent officiel du candidat officiel de ce parti.

3. Dans une circonscription électorale où n'existe pas d'association de comté autorisée, le candidat officiel d'un parti reconnu doit, en déposant son bulletin de présentation, désigner son agent officiel.

4. Le représentant officiel d'un candidat indépendant autorisé est l'agent officiel de ce candidat.

5. Un candidat indépendant non autorisé doit, en déposant son bulletin de présentation, désigner son agent officiel.

6. Si l'agent officiel désigné dans le bulletin de présentation décède, démissionne ou devient incapable d'agir, le candidat est tenu d'en nommer immédiatement un autre par écrit remis au président d'élection.

7. Il peut, de la même manière, révoquer son agent officiel et en nommer un autre.

8. Le président d'élection est tenu d'informer sans délai le directeur général de toute nomination et de tout remplacement d'agent officiel.

9. Si un remplacement d'agent officiel a lieu avant le jour du scrutin, le président d'élection doit en afficher un avis avec chaque avis de scrutin.

**101.** (1) A political party wishing to incur election expenses must have an official agent.

The official representative of the party, designated in accordance with Chapter I, shall be the official agent of the party.

(2) The director general shall publish in the *Gazette officielle du Québec* the name of the official agent of a party.

**102.** (1) Every candidate must have an official agent.

(2) The official representative of an authorized district association of an authorized party shall be the official agent of the official candidate of such party.

(3) In an electoral district where there is no authorized district association, the official candidate of a recognized party shall, when filing his nomination-paper, designate his official agent.

(4) The official representative of an authorized independent candidate shall be the official agent of such candidate.

(5) An independent candidate who is not authorized shall, when filing his nomination-paper, designate his official agent.

(6) If the official agent mentioned in the nomination-paper dies, resigns or becomes unable to act, the candidate must appoint another forthwith by a writing delivered to the returning-officer.

(7) He may in the same manner dismiss his official agent and appoint another.

(8) The returning-officer must immediately inform the director general of every appointment and replacement of an official agent.

(9) If an official agent is replaced before polling-day, the returning-officer must post up a notice thereof with each notice of a poll.

**103.** Une personne ne peut être l'agent officiel d'un candidat ou d'un parti si:

- a) elle n'est pas majeure;
- b) elle n'est pas de citoyenneté canadienne;
- c) elle n'est pas domiciliée dans la province depuis au moins un an;
- d) elle est frappée d'une incapacité de voter prévue par la Loi électorale;
- e) elle est un candidat, un officier d'élection ou un employé d'un officier d'élection.

**104.** 1. Pendant une élection, personne autre que l'agent officiel d'un candidat ou d'un parti reconnu ne doit faire ou autoriser des dépenses électorales.

2. Il est interdit à qui que ce soit de recevoir ou exécuter une commande de dépenses électorales qui n'est pas faite ou autorisée par un tel agent officiel ou en son nom par son agence de publicité reconnue par le directeur général.

3. Personne ne peut, pour des dépenses électorales, réclamer ou recevoir un prix différent de son prix régulier pour semblable travail ou fourniture en dehors de la période électorale, ni accepter une autre rémunération, ni y renoncer.

4. Tout individu peut cependant fournir sans rémunération ses services personnels et l'usage de son véhicule à la condition qu'il le fasse librement et non comme partie de son travail au service d'un employeur.

5. Un candidat peut payer lui-même les dépenses personnelles qu'il fait à l'occasion d'une élection, jusqu'à concurrence d'une somme de deux mille dollars. Sous réserve des sous-paragraphes c, d et e du paragraphe 2 de l'article 100, les dépenses qu'il peut ainsi payer font partie de ses dépenses électorales mais ne doivent comprendre au-

**103.** No person shall be the official agent of a candidate or of a party if:

- (a) he is not of full age;
- (b) he is not of Canadian citizenship;
- (c) he has not been domiciled in the Province for at least one year;
- (d) he is affected by any disqualification from voting contemplated by the Election Act;
- (e) he is a candidate, an election officer or an employee of an election officer.

**104.** (1) During an election, no person other than the official agent of a candidate or of a recognized party shall incur or authorize election expenses.

(2) It is forbidden for any person to accept or execute an order for election expenses not given or authorized by such an official agent or in his name by his publicity agency recognized by the director general.

(3) No person shall claim or receive for election expenses a price different from his regular price for similar work or merchandise outside the election period nor shall he accept a different remuneration or renounce the same.

(4) Any individual may however contribute without remuneration his personal services and the use of his vehicle provided that he does so freely and not as part of his work in the service of an employer.

(5) A candidate may himself pay his personal expenses incurred on the occasion of an election, up to the amount of two thousand dollars. Subject to subparagraphs c, d and e of subsection 2 of section 100, the expenses he may so pay shall form part of his election expenses but must not include any publicity and the candidate must send a detailed

cune publicité et le candidat doit en remettre à son agent officiel un état détaillé.

6. Sous réserve de l'article 55 de la Loi de la fonction publique (1965, 1<sup>re</sup> session, chapitre 14), rien dans le présent article ne vise les services fournis par un fonctionnaire du service civil.

7. Lors d'élections générales seulement, l'agent officiel d'un parti reconnu peut, tant qu'aucun candidat de son parti n'a déposé son bulletin de présentation, et avant le jour fixé pour la présentation des candidats, autoriser des dépenses électorales de nature locale n'excédant pas la somme de \$1,000 et n'incluant aucune publicité. Si, lors du scrutin, le parti reconnu n'a pas de candidat officiel dans le district électoral pour lequel ces dépenses ont été autorisées, ces dépenses sont réputées avoir été faites par ce parti reconnu; dans le cas contraire, ces dépenses sont réputées avoir été autorisées par l'agent officiel du candidat de ce parti.

**105.** Tout imprimé de la nature d'une annonce, d'un prospectus, d'un placard, d'une affiche, d'une brochure, d'une plaquette ou d'une circulaire et ayant trait à une élection doit porter le nom et l'adresse de l'imprimeur et de la personne pour le compte de qui il est fait ou publié.

Toute annonce ayant trait à une élection publiée dans un journal ou autre publication, doit mentionner le nom et l'adresse de la personne qui la fait publier; ces nom et adresse doivent être mentionnés au début ou à la fin de toute émission radiophonique ou de télévision commanditée ayant trait à une élection.

Tout ce qui constitue des dépenses électorales doit être considéré comme ayant trait à une élection.

statement thereof to his official agent.

(6) Subject to section 55 of the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14), nothing in this section relates to the services rendered by a functionary of the civil service.

(7) At general elections only, the official agent of a recognized party may, for as long as no candidate of his party has filed his nomination-paper and before the day fixed for the nomination of candidates, authorize election expenses of a local nature for an amount not exceeding \$1,000 and including no publicity. If, at the time of the polling, the recognized party has no official candidate in the electoral district for which such expenses were authorized, such expenses are deemed to have been incurred by the recognized party; in the opposite case, such expenses are deemed to have been authorized by the official agent of the candidate of such party.

**105.** Every printed advertisement, prospectus, placard, poster, pamphlet, handbill or circular relating to any election shall bear the name and address of its printer and of the person on whose behalf it was printed or published.

Every advertisement relating to an election published in a newspaper or other publication shall mention the name and address of the person who has it published; such name and address must be mentioned at the beginning or at the end of any sponsored radio or television programme relating to an election.

Anything that constitutes election expenses shall be deemed to relate to an election.

**106.** 1. Un agent officiel qui désire commander des dépenses électorales par l'entremise d'une agence de publicité doit en informer par écrit le directeur général.

2. S'il est démontré à sa satisfaction qu'il s'agit d'une agence de bonne foi, le directeur général fait publier dans la *Gazette officielle du Québec* un avis que l'agence ainsi désignée est reconnue comme mandataire de cet agent officiel.

3. Toutes dépenses électorales commandées par l'agence ainsi désignée sont réputées commandées par l'agent officiel.

**107.** 1. Tout paiement de dépenses électorales s'élevant à dix dollars ou plus doit être justifié par une facture détaillée.

2. Une facture détaillée doit fournir toutes les indications nécessaires pour vérifier chacun des services ou fournitures et le tarif ou prix unitaire d'après lequel le montant est établi.

3. Toute personne à laquelle un montant est dû pour dépenses électorales doit faire sa réclamation à l'agent officiel au plus tard dans les trente jours suivant le jour du scrutin, sinon cette personne est déchue du droit de recouvrer sa créance.

4. Si l'agent officiel est décédé et n'a pas été remplacé, la réclamation doit être transmise au chef du parti ou au candidat lui-même, dans le même délai, suivant le cas.

**108.** 1. Les dépenses électorales doivent être limitées de façon à ne jamais dépasser pour un parti au cours d'élections générales vingt-cinq cents par électeur dans l'ensemble des districts électoraux où ce parti a un candidat officiel.

2. Pour chaque candidat, les dépenses électorales doivent être limitées de façon à ne jamais dépasser:

**106.** (1) An official agent who wishes to order election expenses through a publicity agency must so inform the director general in writing.

(2) If it is shown to his satisfaction that it is a *bona fide* agency, the director general shall cause to be published in the *Gazette officielle du Québec* a notice that the agency so designated is recognized as the mandatary of such official agent.

(3) All election expenses ordered by the agency so designated shall be deemed to be ordered by the official agent.

**107.** (1) Any payment for election expenses of ten dollars or more must be proved by an itemized invoice.

(2) An itemized invoice must provide all the particulars required for auditing each item of work or material and the rate or unit price used for computing the amount.

(3) Every person to whom an amount is due for election expenses must present his claim to the official agent not later than within the thirty days following polling-day; otherwise such person shall forfeit the right to recover his claim.

(4) If the official agent has died and has not been replaced, the claim shall be forwarded within the same delay to the leader of the party or to the candidate himself, as the case may be.

**108.** (1) Election expenses must be limited so as never to exceed for a party, during general elections, twenty-five cents per elector in the aggregate of the electoral districts in which such party has official candidates.

(2) The election expenses for each candidate must be limited so as never to exceed:

a) au cours d'élections générales, soixante cents par électeur dans le district électoral jusqu'à 10,000, ensuite cinquante cents par électeur jusqu'à 20,000 et quarante cents par électeur au-delà de ce nombre;

b) au cours d'autres élections, les montants ci-dessus augmentés de vingt-cinq cents par électeur.

3. Pour chaque candidat dans les districts électoraux d'Abitibi-Est, Îles-de-la-Madeleine, Duplessis et Saguenay, le maximum ci-dessus fixé est augmenté de dix cents par électeur.

4. L'agent officiel d'un parti reconnu ne doit pas faire des dépenses électorales au cours d'élections partielles.

**109.** Le directeur général rembourse, jusqu'à concurrence de quinze cents par électeur inscrit, les dépenses électorales encourues et acquittées conformément au présent chapitre par l'agent officiel de chaque candidat qui a été déclaré élu en vertu des articles 159 ou 163 de la Loi électorale ou qui, d'après la récapitulation officielle du scrutin, a obtenu vingt pour cent des votes valides donnés ou dont les représentants ont droit en vertu de l'article 219 de ladite loi à la même rémunération qu'un greffier.

Le directeur général rembourse en outre:

a) un montant égal à un cinquième de la partie des dépenses électorales visées à l'alinéa précédent qui excède la somme de quinze cents par électeur inscrit mais n'excède pas la somme de quarante cents par électeur inscrit;

b) le montant entier de la partie des dépenses électorales visées à l'alinéa précédent qui excède la somme de quarante cents par électeur inscrit.

Cependant, le directeur général ne rembourse pas le montant additionnel de vingt-cinq cents par électeur prévu

(a) during general elections, sixty cents per elector in the electoral district up to 10,000 and then fifty cents per elector up to 20,000 and forty cents per elector in excess of that number;

(b) during other elections, the above amounts increased by twenty-five cents per elector.

(3) For each candidate in the electoral districts of Abitibi-East, Magdalen Islands, Duplessis and Saguenay, the maximum fixed above shall be increased by ten cents per elector.

(4) The official agent of a recognized party must not incur election expenses during by-elections.

**109.** The director general shall reimburse, up to fifteen cents per listed elector, the election expenses incurred and paid in conformity with this chapter by the official agent of each candidate declared elected under section 159 or 163 of the Election Act or having, according to the official addition of the votes cast at the election, obtained twenty per cent of the valid votes cast, or whose agents are entitled under section 219 of the said act to the same remuneration as a poll-clerk.

The director general shall also reimburse:

(a) an amount equal to one-fifth of that portion of the election expenses contemplated in the preceding paragraph in excess of fifteen cents per listed elector but not in excess of forty cents per listed elector;

(b) all of that portion of the election expenses contemplated in the said paragraph in excess of forty cents per listed elector.

But the director general shall not reimburse the additional amount of twenty-five cents per elector contem-

au sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 108.

Pour avoir droit au remboursement, l'agent officiel du candidat doit produire un état en la forme prescrite par le directeur général et cet état doit être accompagné d'une déposition appuyée d'un serment ou d'une affirmation solennelle et des factures, reçus ou autres pièces justificatives, ou copie certifiée de tels documents, lesquels sont ensuite transmis au président d'élection.

Toutefois, le directeur général ne doit pas effectuer de remboursement tant que l'agent officiel d'un candidat n'a pas déposé, conformément au premier alinéa de l'article 111, le rapport de dépenses électorales ou n'a pas été excusé du retard à le produire par ordonnance d'un juge, conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 114.

**110.** Pour les fins des articles 108 et 109, le nombre d'électeurs est le total inscrit sur les listes préparées par les recenseurs avant toute révision. Toutefois, lors d'élection où il est requis de procéder à une seconde révision, le nombre d'électeurs est le total inscrit sur les listes après la révision annuelle.

Chaque président d'élection est tenu de déterminer, en premier lieu, ce nombre total par l'addition des chiffres inscrits par les recenseurs, et en second lieu, ce même nombre total après y avoir inclus les changements apportés lors de la révision de chaque liste; aussitôt que possible, après le recensement et après la révision, il doit en transmettre, dans chaque cas, un certificat au directeur général.

Chaque président d'élection doit, en outre, transmettre, au cours d'une élection, à chaque candidat, soit le nombre des électeurs inscrits lors du recensement annuel si une seconde révision n'a

plated by paragraph *b* of subsection 2 of section 108.

To be entitled to reimbursement, the official agent of the candidate must produce a statement in the form prescribed by the director general and such statement must be accompanied by a statement supported by oath or solemn affirmation and the invoices, receipts or other vouchers, or certified copies of such documents, which shall afterwards be forwarded to the returning-officer.

However, the director general shall not make a reimbursement so long as the official agent of a candidate has not delivered, in accordance with the first paragraph of section 111, a return of election expenses or has not been excused of the delay to deliver it by order of a judge, in accordance with the provisions of the second paragraph of section 114.

**110.** For the purposes of sections 108 and 109, the number of electors shall be the total entered on the lists prepared by the enumerators before any revision. However, at an election where a second revision must be made, the number of electors shall be the total entered on the lists after the annual revision.

Each returning-officer must determine, first, such total number by adding the figures entered by the enumerators, and second, the same total number after including therein the changes made at the revision of each list; as soon as possible after the enumeration and after the revision, he must send, in each case, a certificate to the director general.

Each returning-officer shall also during an election, send each candidate, either the number of electors entered at the annual enumeration if a second revision is not made during the election

pas lieu au cours de la période électorale, soit le nombre des électeurs inscrits lors du recensement et de la révision annuels lorsqu'on doit procéder à une seconde révision au cours de la période électorale.

Lors des élections générales au cours desquelles on n'est pas tenu de procéder à une seconde révision, le directeur général doit déterminer le nombre d'électeurs inscrits dans la province, lors du recensement, par l'addition des chiffres fournis par le président d'élection, en dresser un certificat, en transmettre une copie à chaque chef de parti reconnu et le faire publier dans la *Gazette officielle du Québec*. Toutefois, s'il est procédé à une seconde révision, ces chiffres doivent également comprendre le nombre total des électeurs inscrits après la révision annuelle.

**III.** L'agent officiel d'un candidat doit, dans les soixante jours suivant celui fixé par la Loi électorale pour le rapport du bref d'élection, remettre au président d'élection ou déposer à son domicile un rapport de dépenses électorales, suivant la formule de l'annexe B.

Ce rapport doit être accompagné des factures, reçus et autres pièces justificatives qui n'ont pas été transmis au directeur général ou de copies certifiées de tels documents, ainsi que d'une liste de ces documents et d'une déposition sous serment suivant la même formule.

Dans les dix jours de la réception de chaque rapport de dépenses électorales, le président d'élection doit publier, suivant la formule prescrite par le directeur général, un sommaire portant la signature de l'agent officiel, dans un journal circulant dans le district électoral ou à proximité.

Le président d'élection doit conserver tous les rapports et déclarations ainsi que les factures et pièces justificatives et, pendant les heures ordinaires de

period, or the number of electors entered at the annual enumeration and revision when a second revision must be made during the election period.

At general elections during which a second revision is not required, the director general must determine the number of electors entered in the Province, at the time of the enumeration, by adding up the figures furnished by the returning-officer, draw up a certificate of such number, transmit a copy of it to each leader of a recognized party and have it published in the *Gazette officielle du Québec*. However, if a second revision is made, such figures must also include the total number of electors entered after the annual revision.

**III.** The official agent of a candidate, within the sixty days following that fixed by the Election Act for the return of the writ of election, shall deliver to the returning-officer or leave at his domicile a return of election expenses in the form provided in Schedule B.

Such return must be accompanied by the invoices, receipts and other vouchers that have not been sent to the director general or by certified copies of such documents, and by a list of such documents and an affidavit in the same form.

Within ten days after receiving each return of election expenses, the returning-officer shall publish, in the form prescribed by the director general, a summary bearing the signature of the official agent, in a newspaper circulated in the electoral district or in its vicinity.

The returning-officer shall keep all the returns and declarations as well as the invoices and vouchers and, during ordinary office hours within the ensuing

bureau, dans les cent quatre-vingts jours suivants, permettre à tout électeur de les examiner et d'en prendre des extraits ou copies.

À l'expiration de cette période, le président d'élection transmet ces documents au directeur général qui doit les conserver en sa possession pendant le délai mentionné à l'article 348 de la Loi électorale; à l'expiration de ce délai, il doit remettre les factures et pièces justificatives au candidat si ce dernier lui en fait la demande, sinon il peut les détruire.

**112.** Chaque agent officiel d'un chef de parti reconnu doit, dans les cent vingt jours suivant celui fixé pour le rapport des brefs d'élection, remettre au directeur général un rapport de dépenses électorales suivant la formule de l'annexe B.

Ce rapport doit être accompagné des factures, reçus et autres pièces justificatives ainsi que d'une déposition appuyée d'un serment ou d'une affirmation solennelle suivant la même formule.

Dans les quinze jours de la réception de chaque rapport de dépenses électorales, le directeur général doit publier dans la *Gazette officielle du Québec* un sommaire de ce rapport portant la signature de l'agent officiel.

Le directeur général doit conserver tous les rapports et déclarations ainsi que les factures et pièces justificatives et, pendant les heures ordinaires de bureau dans les cent quatre-vingts jours suivants, permettre à tout électeur de les examiner et d'en prendre des extraits ou copies.

À l'expiration de cette période, le directeur général doit remettre les factures et pièces justificatives au chef reconnu du parti si ce dernier lui en fait la demande, sinon il peut les détruire.

one hundred and eighty days, shall permit any elector to examine the same and make extracts or copies thereof.

At the expiration of such period, the returning-officer shall forward such documents to the director general who shall retain them in his possession for the time mentioned in section 348 of the Election Act; at the expiration of such delay, he shall deliver the invoices and vouchers to the candidate if the latter so requests; if not, he may destroy them.

**112.** Each official agent of a leader of a recognized party, within the one hundred and twenty days following that fixed for the return of the writs of election, shall deliver to the director general a return of election expenses in the form provided in Schedule B.

Such return must be accompanied with the invoices, receipts and other vouchers and by a statement supported by oath or solemn affirmation in the same form.

Within fifteen days after receiving each return of election expenses, the director general shall publish in the *Gazette officielle du Québec* a summary of such return bearing the signature of the official agent.

The director general shall keep all the returns and affidavits as well as the invoices and vouchers and, during ordinary office hours within the ensuing one hundred and eighty days, shall permit any elector to examine the same and make extracts or copies thereof.

At the expiration of such period, the director general shall deliver the invoices and vouchers to the recognized party leader if the latter so requests; if not, he may destroy them.



**113.** Si le rapport et la déclaration prescrits à l'article 111 ou 112 ne sont pas produits dans le délai fixé, le candidat ou le chef de parti, suivant le cas, devient incapable de siéger ou voter à l'Assemblée nationale tant que ces rapport et déclaration n'ont pas été remis et qu'il n'a pas été excusé du retard par ordonnance d'un juge.

**114.** Si un rapport ou une déposition renferme quelque erreur, le candidat ou le chef de parti peut obtenir d'un juge la permission de corriger cette erreur en démontrant qu'elle a été faite par inadvertance.

Si un candidat ou un chef de parti démontre à un juge que l'absence, le décès, la maladie, l'inconduite d'un agent officiel ou toute autre cause raisonnable empêche la préparation et la production d'un rapport prescrit par l'article 111 ou 112, ce juge peut rendre toute ordonnance qu'il croit nécessaire pour permettre au requérant d'obtenir tous les renseignements et documents nécessaires pour la préparation du rapport et de la déclaration et accorder le délai additionnel nécessaire en l'occurrence.

Le défaut de se conformer à une ordonnance rendue en vertu du présent article est punissable de la même manière que le défaut de comparaître pour rendre témoignage devant le tribunal.

**115.** Un agent officiel doit avoir acquitté, avant de remettre le rapport et la déclaration prescrits à l'article 111 ou 112 toutes les réclamations reçues dans le délai prescrit à l'article 107 à moins qu'il ne les conteste et ne les y mentionne comme telles.

Il est interdit à l'agent officiel et au chef de parti ou candidat de payer une réclamation ainsi contestée, sauf en exécution d'un jugement obtenu d'un tribunal compétent par le créancier après audition de la cause et non sur confes-

**113.** If the return and the statement prescribed by section 111 or 112 are not produced within the delay fixed, the candidate or party leader, as the case may be, shall be disqualified from sitting or voting in the National Assembly until such return and affidavit have been delivered and he has been excused for the delay by order of a judge.

**114.** If a return or a statement contains any error, the candidate or party leader may obtain permission from a judge to rectify such error on establishing that it was made through inadvertence.

If a candidate or party leader establishes before a judge that the absence, death, illness or misconduct of an official agent or any other reasonable cause prevents the preparation and production of a return prescribed by section 111 or 112, such judge may make any order he deems necessary to enable the applicant to obtain all the information and documents necessary to prepare the return and affidavit and grant such further delay as the circumstances may require.

Failure to comply with an order made under this section shall be punishable in the same manner as failure to appear to testify before the court.

**115.** Before filing the return and statement prescribed by section 111 or 112, an official agent must have paid all the claims received within the delay prescribed by section 107 unless he contests the same and mentions them therein as contested.

It is forbidden for the official agent and the party leader or candidate to pay a claim so contested, except in execution of a judgment of a competent court in favour of the creditor after the hearing of the case and not upon a confession of

sion de jugement ou convention de règlement.

Un juge peut cependant permettre le paiement d'une réclamation contestée ou d'une réclamation qui n'a pas été produite dans le temps prescrit, s'il lui est démontré que la contestation ou le retard à la production découle d'une erreur ou d'un oubli de bonne foi et que le paiement ne portera pas les dépenses à un montant excédant la limite fixée à l'article 108.

**116.** Le juge compétent pour statuer sur toute demande, en vertu des trois articles précédents, est, s'il s'agit d'un candidat autre qu'un chef de parti, le juge auquel une demande de recomptage doit être présentée en vertu de la Loi électorale et, s'il s'agit d'un chef de parti, le juge en chef dudit juge.

Aucune telle demande ne peut être entendue sans avis d'au moins trois jours francs au directeur général et à chacun des autres candidats à l'élection dans le district électoral ou, s'il s'agit d'un chef de parti, à chacun des autres chefs de partis reconnus.

**117.** Quiconque siège ou vote à l'Assemblée nationale contrairement à l'article 113 est passible d'une amende de cinq cents dollars et des frais pour chaque jour qu'il siège ou vote ainsi.

**118.** Est coupable d'une manoeuvre frauduleuse au sens de la Loi électorale, tout agent officiel qui fait des dépenses électorales dépassant le maximum fixé à l'article 108 ou remet un rapport faux ou une déposition fausse ou produit une facture, un reçu ou autre pièce justificative falsifiée ou, après la production de son rapport, acquitte une réclamation autrement que ne le permet l'article 115.

judgment or an agreement of settlement.

A judge may nevertheless authorize the payment of a contested claim or of a claim not produced within the prescribed time, if it is established before him that the contestation or delay in filing results from a *bona fide* error or oversight and that the payment will not increase the expenses to an amount exceeding the limit fixed by section 108.

**116.** The judge having jurisdiction to take cognizance of an application under the preceding three sections shall be, in the case of a candidate other than a party leader, the judge to whom an application for a recount under the Election Act must be presented and, in the case of a party leader, the chief justice of the said judge.

No such application may be heard without notice of at least three clear days to the director general and to each of the other candidates for election in the electoral district or, in the case of a party leader, to each of the other recognized party leaders.

**117.** Whosoever sits or votes in the National Assembly contrary to section 113 shall be liable to a fine of five hundred dollars and costs for each day on which he so sits or votes.

**118.** Every election agent who incurs election expenses exceeding the maximum fixed by section 108 or files a false return or statement or produces a falsified invoice, receipt or other voucher, or, after the filing of his return, pays a claim otherwise than as permitted by section 115, shall be guilty of a corrupt practice within the meaning of the Election Act.

Le candidat ou le chef de parti dont l'agent officiel s'est rendu coupable de l'un des actes ci-dessus énumérés est également coupable d'une manoeuvre frauduleuse à moins qu'il ne soit établi que cet acte présente peu de gravité et n'a pu avoir d'effet sur le résultat de l'élection, et que le candidat ou le chef de parti a d'ailleurs pris de bonne foi toutes les précautions raisonnables possibles pour conduire honnêtement l'élection suivant les prescriptions de la loi.

Est également coupable d'une manoeuvre frauduleuse le candidat ou le chef de parti qui fait, acquitte ou permet quelque dépense électorale autrement que de la façon permise par le présent chapitre.

Toute personne coupable d'une manoeuvre frauduleuse visée dans le présent article est passible d'une amende de cent à mille dollars et d'un emprisonnement d'un à douze mois; son élection, si elle a été élue, est nulle, et elle encourt en outre l'incapacité prévue à l'article 409 de la Loi électorale.

Le candidat ou le chef de parti déclaré coupable d'une manoeuvre frauduleuse commise par son agent officiel à son insu est exempt de l'amende et de l'emprisonnement et n'encourt pas l'incapacité prévue audit article 409.

**119.** Toute contravention aux dispositions du présent chapitre autre qu'une manoeuvre frauduleuse visée par l'article précédent, est une infraction punissable d'une amende de cent à cinq cents dollars et d'un emprisonnement n'excédant pas six mois.

Est coupable d'une infraction visée dans le présent article, toute personne qui la permet ou tolère ou y participe de quelque manière.

A candidate or party leader whose official agent has been guilty of any of the above mentioned acts shall also be guilty of a corrupt practice unless it is established that such action is of no great gravity and could not have affected the result of the election, and that the candidate or party leader had also taken in good faith all possible and reasonable precautions to carry out the election honestly according to the requirements of the law.

A candidate or party leader who incurs, pays or authorizes any election expenses otherwise than as permitted by this chapter shall also be guilty of a corrupt practice.

Every person guilty of a corrupt practice under this section shall be liable to a fine of one hundred to one thousand dollars and to imprisonment for one month to twelve months; his election, if he has been elected, shall be null and he shall also incur the disqualification provided in section 409 of the Election Act.

A candidate or party leader found guilty of a corrupt practice committed by his official agent without his knowledge shall be exempt from the fine and imprisonment and shall not incur the disqualification provided by the said section 409.

**119.** Any infringement of the provisions of this chapter, other than a corrupt practice contemplated in the preceding section, shall be an offence punishable by a fine of one hundred to five hundred dollars and imprisonment not exceeding six months.

Every person is guilty of an offence under this section who permits, tolerates or participates in any way in the commission thereof.

**120.** Les poursuites pour contravention au présent chapitre sont intentées conformément à la Loi électorale.

**121.** Le directeur général prescrit la formule prévue aux articles 109 et 111.

**120.** Proceedings for contravention to this chapter shall be instituted in conformity with the Election Act.

**121.** The director general shall prescribe the form provided for in sections 109 and 111.

### CHAPITRE III

#### DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

**122.** Le directeur général des élections, les présidents d'élection au sens de la Loi électorale et le directeur général du financement des partis politiques doivent se fournir mutuellement en temps utile tous les renseignements qu'ils possèdent et qui sont nécessaires ou utiles à l'application de la Loi électorale et de la présente loi.

**123.** L'article 2 de la Loi électorale (Statuts refondus, 1964, chapitre 7), modifié par l'article 1 du chapitre 12 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), l'article 3 du chapitre 6 des lois de 1972 et l'article 1 du chapitre 8 et l'article 1 du chapitre 9 des lois de 1975, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du paragraphe 13° par le suivant:

« 13° «agent officiel» désigne la personne visée dans l'article 101 ou 102 de la Loi régissant le financement des partis politiques et modifiant la Loi électorale (1977, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 2*); »;

b) par le remplacement, dans le paragraphe 20°, des mots «est admis à désigner un agent officiel suivant l'article 375» par ce qui suit: «démontre qu'il aura dix candidats officiels»;

c) par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

### CHAPTER III

#### MISCELLANEOUS AND FINAL PROVISIONS

**122.** The director general of elections, the returning-officers within the meaning of the Election Act and the director general of financing of political parties shall supply one another at appropriate times with all the information in their possession that may be necessary or useful for the application of the Election Act or this act.

**123.** Section 2 of the Election Act (Revised Statutes, 1964, chapter 7), amended by section 1 of chapter 12 of the statutes of 1965 (1st session), section 3 of chapter 6 of the statutes of 1972 and section 1 of chapter 8 and section 1 of chapter 9 of the statutes of 1975, is again amended:

(a) by replacing paragraph 13 by the following:

“(13) “official agent” means the person contemplated in section 101 or 102 of the Act to govern the financing of political parties and to amend the Election Act (1977, chapter *insert here the chapter number of Bill No. 2*);”;

(b) by replacing the words “is permitted to designate an official agent under section 375”, in paragraph 20, by the following: “establishes that it will have ten official candidates”;

(c) by adding at the end the following paragraph:

«27° «représentant officiel» désigne la personne désignée suivant l'article 33 de la Loi régissant le financement des partis politiques et modifiant la Loi électorale (1977, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n°2*).»

**124.** L'article 40 de ladite loi, modifié par l'article 12 du chapitre 6 des lois de 1972 et remplacé par l'article 7 du chapitre 8 des lois de 1975, est modifié par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

«*b*) d'extraits de ladite loi et desdites instructions, de même que d'extraits de la Loi régissant le financement des partis politiques et modifiant la Loi électorale (1977, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n°2*), à l'usage des divers officiers d'élection, contenant les dispositions qu'ils ont spécialement besoin de consulter dans l'exercice de leurs fonctions;».

**125.** L'article 48 de ladite loi, modifié par l'article 4 du chapitre 12 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), par l'article 4 du chapitre 5 des lois de 1966, par l'article 38 du chapitre 11 des lois de 1968, par l'article 1 du chapitre 13 des lois de 1969 et par l'article 18 du chapitre 6 des lois de 1972, remplacé par l'article 11 du chapitre 8 des lois de 1975 et modifié par l'article 6 du chapitre 9 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

«*a*) les juges de la Cour suprême du Canada, de la Cour fédérale, de la Cour d'appel, de la Cour supérieure, les juges des sessions, les juges de la Cour provinciale, les juges de la Cour de bien-être social, les juges municipaux, le Protecteur du citoyen, tout substitut permanent du procureur général, le directeur général du financement des partis politiques, son suppléant, le di-

“(27) “official representative” means the person designated in accordance with section 33 of the Act to govern the financing of political parties and to amend the Election Act (1977, chapter *insert here the chapter number of Bill No. 2*).”

**124.** Section 40 of the said act, amended by section 12 of chapter 6 of the statutes of 1972 and replaced by section 7 of chapter 8 of the statutes of 1975, is amended by replacing paragraph *b* by the following:

“(b) of extracts from the said act and from the said instructions and of extracts from the Act to govern the financing of political parties and to amend the Election Act (1977, chapter *insert here the chapter number of Bill No. 2*), for the use of the various election officers, containing the provisions to which such officers have special need to refer in the performance of their duties;”.

**125.** Section 48 of the said act, amended by section 4 of chapter 12 of the statutes of 1965 (1st session), by section 4 of chapter 5 of the statutes of 1966, by section 38 of chapter 11 of the statutes of 1968, by section 1 of chapter 13 of the statutes of 1969 and by section 18 of chapter 6 of the statutes of 1972, replaced by section 11 of chapter 8 of the statutes of 1975 and amended by section 6 of chapter 9 of the statutes of 1975, is again amended by replacing paragraph *a* by the following:

“(a) the judges of the Supreme Court of Canada, the Federal Court, the Court of Appeal or the Superior Court, the judges of the sessions, the judges of the Provincial Court, the judges of the Social Welfare Court, municipal judges, the Public Protector, any permanent Attorney-General's prosecutor, the director general of financing of political parties, the acting director general,

recteur général des élections, son suppléant, ses adjoints, le président d'élection, sauf lorsqu'il y a égalité de voix et qu'il doit donner un vote prépondérant, le secrétaire d'élection, tout assistant-secrétaire d'élection et les révisseurs des sections urbaines;».

**126.** L'article 131 de ladite loi, modifié par l'article 16 du chapitre 12 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session) et l'article 24 du chapitre 9 des lois de 1975, est de nouveau modifié par le remplacement des deux derniers alinéas par les suivants:

«Celui qui a été candidat à une élection tenue en vertu de la présente loi et dont l'agent officiel n'a pas produit dans le délai fixé le rapport et la déclaration prescrits à l'article 112 de la Loi régissant le financement des partis politiques et modifiant la Loi électorale (1977, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 2*) ne peut, tant que ces rapport et déclaration n'ont pas été remis et qu'il n'a pas été excusé du retard par ordonnance d'un juge, être à nouveau mis en candidature.

Celui qui est représentant officiel ou agent officiel d'un candidat ou d'un parti au cours d'une élection ne peut, tant qu'il le demeure, être candidat au cours de cette élection.»

**127.** L'article 132 de ladite loi, modifié par l'article 1 du chapitre 13 des lois de 1965 (1<sup>re</sup> session), est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant:

«*a*) le directeur général des élections, son suppléant, son adjoint, le directeur général du financement des partis politiques, son suppléant et les personnes nommées membres d'une commission de révision, à moins qu'ils n'aient cessé de l'être au moins trois

the director general of elections, the acting director general of elections, the deputy directors, the returning-officer except when there is a tie-vote and he has to give a casting vote, the election-clerk, any assistant election-clerk and the revisors of urban polling-subdivisions;”.

**126.** Section 131 of the said act, amended by section 16 of chapter 12 of the statutes of 1965 (1st session) and section 24 of chapter 9 of the statutes of 1975, is again amended by replacing the third and fourth paragraphs by the following paragraphs:

“Any person who has been a candidate at an election held under this act and whose official agent has not produced within the prescribed delay the return and declaration required by section 112 of the Act to govern the financing of political parties and to amend the Election Act (1977, chapter *insert here the chapter number of Bill No. 2*) cannot again be nominated as long as such return and declaration have not been produced and he has not been excused for the delay by order of a judge.

A person who is the official representative or official agent of a candidate or of a party during an election shall not, as long as he remains so, be a candidate during such election.”

**127.** Section 132 of the said act, amended by section 1 of chapter 13 of the statutes of 1965 (1st session), is again amended by replacing paragraph *a* by the following:

“(a) The director general of elections, the acting director general of elections, the deputy director general of elections, the director general of financing of political parties, the acting director general and persons appointed members of a board of revisors, unless

mois avant la date de leur présentation comme candidat;».

**128.** La présente loi remplace la section XXI de ladite loi, comprenant les articles 372 à 390.

**129.** La présente loi remplace la section XXIA de ladite loi, comprenant les articles 390*a* à 390*i*.

**130.** L'article 405 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**405.** Sous réserve des dispositions de la section XXII et du chapitre II de la Loi régissant le financement des partis politiques et modifiant la Loi électorale (1977, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 2*), sont nuls et sans effet, même s'il s'agit du paiement de dépenses légitimes ou de l'exécution d'un acte légal, les promesses et les contrats qui se rapportent de quelque manière à une élection tenue sous l'empire de la présente loi ou qui résultent ou dépendent de cette élection.»

**131.** Ladite loi est modifiée par le remplacement de l'expression «président général des élections», partout où elle apparaît, par l'expression «directeur général des élections».

Dans toute autre loi ainsi que dans toute proclamation, arrêté en conseil, contrat ou autre document où apparaît l'expression «président général des élections», il faut lire «directeur général des élections».

**132.** La formule 34 de la première annexe de ladite loi est modifiée par le remplacement, dans le paragraphe 2° du deuxième alinéa, du nombre «382» par ce qui suit: «112 de la Loi régissant le financement des partis politiques et

they have ceased so to be for at least three months before the date of their nomination as candidates;”.

**128.** This act replaces Division XXI of the said act, comprising sections 372 to 390.

**129.** This act replaces Division XXIA of the said act, comprising sections 390*a* to 390*i*.

**130.** Section 405 of the said act is replaced by the following:

“**405.** Subject to the provisions of Division XXII and to Chapter II of the Act to govern the financing of political parties and to amend the Election Act (1977, chapter *insert here the chapter number of Bill No. 2*), every promise and contract, in any way relating to, arising out of or depending upon any election under this act, even for the payment of lawful expenses or the doing of some lawful act, shall be null and void.”

**131.** The said act is amended by replacing the expression “chief returning-officer”, wherever it appears, by the expression “director general of elections”.

In any other act and in any proclamation, order in council, contract or other document, wherever the expression “chief returning-officer” appears, it must be read as “director general of elections”.

**132.** Form 34 of Schedule One to the said act is amended by replacing the figure “382” in paragraph 2 of the second paragraph by the following: “112 of the Act to govern the financing of political parties and to amend the

modifiant la Loi électorale (1977, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 2*)».

**133.** L'annexe B de la présente loi remplace la formule 65 de la première annexe de ladite loi.

**134.** La Loi sur les impôts (1972, chapitre 23) est modifiée par l'insertion, après l'article 585c, du suivant:

«**585d.** Un particulier qui est un électeur peut déduire de son impôt autrement payable, à l'égard d'une contribution faite au représentant officiel des partis politiques autorisés, des associations de comté autorisées ou des candidats autorisés, le moindre des montants suivants:

a) 25 pour cent du montant de la contribution, ou

b) \$100.

Aux fins du présent article, les expressions «association autorisée», «candidat autorisé», «contribution», «électeur», «parti autorisé» et «représentant officiel» ont le sens que leur donne la Loi régissant le financement des partis politiques et modifiant la Loi électorale (1977, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 2*).»

[[**135.** Les sommes requises pour l'application de la présente loi sont prises sur le fonds consolidé du revenu.]]

**136.** Le ministre que désigne le gouvernement est chargé de l'application de la présente loi.

**137.** La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des articles exclus par cette proclamation, lesquels entreront en vi-

Election Act (1977, chapter *insert here the chapter number of Bill No. 2*)”.

**133.** Schedule B to this act replaces Form 65 of Schedule One to the said act.

**134.** The Taxation Act (1972, chapter 23) is amended by inserting, after section 585c, the following section:

“**585d.** An individual who is an elector may deduct from his tax otherwise payable, with respect to a contribution made to the official representative of an authorized political party, authorized district association or authorized candidate, the lesser of the following amounts:

(a) 25 per cent of the amount of the contribution;

(b) \$100.

For the purposes of this section, the expressions “authorized association”, “authorized candidate”, “contribution”, “elector”, “authorized party” and “official representative” have the same meaning as in the Act to govern the financing of political parties and to amend the Election Act (1977, chapter *insert here the chapter number of Bill No. 2*).”

[[**135.** The moneys required for the application of this act shall be taken out of the consolidated revenue fund.]]

**136.** The minister designated by the Government is responsible for the application of this act.

**137.** This act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Government, except the sections excluded by such proclamation, which shall come into force on any later date



gueur à toute date ultérieure qui pourra être fixée par proclamation du gouvernement.

to be fixed by proclamation of the Government.

## ANNEXE A

### *Serment ou affirmation solennelle d'allégeance et d'office*

Je, A.B., jure (*ou déclare solennellement*) que je serai loyal et porterai vraie allégeance à l'autorité constituée et que je remplirai les devoirs de ma charge de ..... avec honnêteté, impartialité et justice, et que je ne recevrai aucune somme d'argent ou considération quelconque pour ce que j'ai fait ou pourrai faire, dans l'exécution des devoirs de ma charge, dans le but de favoriser l'achat ou l'échange de quoi que ce soit par ou avec le gouvernement, à part de mon traitement ou de ce qui me sera alloué par la loi ou par un arrêté du gouvernement.

### *Serment ou affirmation solennelle de discrétion*

Je, A.B., jure (*ou déclare solennellement*) de plus que je ne révélerai et ne ferai connaître, sans y être dûment autorisé, quoi que ce soit dont j'aurai eu connaissance dans l'exercice de ma charge.

## SCHEDULE A

### *Oath or solemn affirmation of allegiance and office*

I, A. B., do swear (*or solemnly affirm*) that I will be faithful and bear true allegiance to constituted authority and will fulfil the duties of my office of ..... honestly, impartially and justly, and that I will not receive any sum of money or consideration for what I have done or may do in the discharge of the duties of my office, to procure the purchase or exchange of anything whatsoever by or with the Government, other than my salary or what may be allowed me by law or by an order of the Government.

### *Oath or solemn affirmation of secrecy*

I, A. B., further swear (*or solemnly affirm*) that I will not disclose, unless duly authorized, anything that may come to my knowledge in the discharge of my duties.

N° consécutif de la pièce justificative	Nom de la personne de qui les locaux ont été loués	Adresse	Description des locaux loués	Objet de la location	Durée de la location	Somme payée	
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Total							



## SCHEDULE B

### Sections 111 and 112

## RETURN OF ELECTION EXPENSES

I ..... ,

<i>Name</i>	<i>Christian names</i>
-------------	------------------------

....., *Occupation* ..... , *Address* .....

official agent of .....  
*Name of party or candidate as the case may be*

for the election to the National Assembly of Québec, held the .....

.....

make the following return of the election expenses of such party or candidate:

(1) Personal expenses of candidate (s. 104). *(To be crossed out when the return is made by an official agent of a party.)*

Consec. No. of voucher	Name	Address	Nature of claim	Amount paid	
.	.	.	.	.	.
.	.	.	.	.	.
				Total	

(2) Hire of premises.

Consec. No. of voucher	Name of person from whom premises hired	Address	Description of premises hired	Purpose for which used	Time for which used	Amount paid	
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Total							

(3) **Services.**

Consec. No. of voucher	Name	Address	Nature of work done	Amount paid	
Total					

SWORN STATEMENT OR SOLEMN AFFIRMATION  
OF THE OFFICIAL AGENT

I, the undersigned, official agent of the said .....  
*Official Party*

....., declare that to my personal knowledge:  
*or Candidate*

- (1) This return is correct and complies with the act;  
 (2) I made no payment not permitted by the act and every payment that I made is entered in this return.

And I have signed: .....

Sworn to (or solemnly affirmed) before me,

this . . . . .  
*Day                      Month                      Year*

• • • • •

## LIST OF DOCUMENTS PRODUCED

[illegible]